

Le Monde

étranger

EUROPE

U.R.S.S.

Quand la Sibérie s'éveille

II. — Un pari et ses enjeux

De notre envoyé spécial THOMAS FERENCZI

An cœur des forêts sibériennes se créent des villes nouvelles qui attirent des milliers de colons amateurs de la nature... au salaire plus élevé qu'ailleurs (« le Monde » du 27 février). Mais l'industrialisation de ces régions lointaines coûte cher en hommes et en argent, au point que certains se demandent s'il ne conviendrait pas d'en modérer le rythme.

Bratsk. — Les Soviétiques ont volontiers cette phrase de M. Leonid Brejnev au dernier congrès des Komosomols : « Nous avons consacré hardiment d'immenses ressources au développement de la Sibérie. Et nous ne nous sommes pas trompés. Ces dépenses se sont trouvées justifiées. » Il n'est pas indifférent que M. Brejnev se soit senti obligé, en cette occasion, comme en d'autres, de souligner le bien-fondé des décisions prises en faveur de la Sibérie.

Ce transfert massif de capitaux, de machines, d'hommes a provoqué incontestablement des

résistances, des oppositions. Beaucoup se sont interrogés sur l'opportunité de cette gigantesque opération, effectuée peut-être au détriment d'autres parties du pays. M. Abel Aganbegian, qui dirige l'institut de l'économie de la Sibérie, a déclaré à l'Assemblée des sciences, et qui est aussi le rédacteur en chef de la revue « Éko », ne nie pas l'existence de ce courant : « Certains soupçonnent, dit-il, que l'immortellement des dépenses dans cette région n'était pas aussi rapide, qu'il faudrait l'attendre trop longtemps et qu'en fin de compte la mise en valeur des richesses de la Sibérie entraînerait une baisse de l'efficacité de l'économie nationale ».

Il est vrai que le pari des dirigeants soviétiques était, comme l'a dit M. Brejnev, « hardi ». « La Sibérie, le grand enjeu de l'économie soviétique », titrait il y a quelques mois la revue « Société : théorie et pratique ». De

fait, le plan de développement de la Sibérie propose un véritable bouleversement des structures économiques du pays comparable par son ampleur à l'industrialisation des années 30. Les risques en ont-ils été bien pesés ? Il ne s'agit de rien de moins en effet que de transférer d'ouest en est, à des milliers de kilomètres de la capitale, là où se rencontrent désormais les principales richesses énergétiques, la centrale de gravité industrielle de l'U.R.S.S.

C'est aux vingt-quatrième et vingt-cinquième congrès du P.C.U.S. en 1971 et 1976 qu'ont été prises, selon M. Marchouk, président du comité d'État pour la science et la technique, les décisions d'importance majeure consistant à transférer les ressources énergétiques et à les transporter ensuite sur de longues distances vers les lieux de traitement. La seconde, de type « autarcique », prévoyait de les exploiter sur place en installant de vastes complexes industriels. Les plans soviétiques ont été conçus pour la dernière solution, qui n'était pas « plus facile, même si elle semble à terme, la plus rationnelle. » La tâche essentielle, explique M. Marchouk, sera de concentrer en Sibérie les productions demandant une grande dépense d'énergie et d'électricité.

À l'heure actuelle, les centrales de Bratsk et d'Oust-Toumsk, dans un premier temps, des mines d'aluminium qui sont, dans la Sibérie, les consommateurs d'électricité, et des fabriques de cellulose, qui utilisent les ressources considérables de la taiga.

Les Soviétiques et l'électrification

Sur toute la largeur du barrage de Bratsk, au-dessus des tourbillons de vapeur qui dissimulent les eaux du fleuve, on peut lire la fameuse phrase de Lénine : « Le communisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification de tout le pays. » Dans la salle de réception, une carte lumineuse dessine à grands traits de lumière l'irrigation du pays par l'électricité. Les dix-huit turbines de la centrale fournissent une puissance d'environ quatre millions de kilowatts.

Le complexe de traitement du bois qui produit non seulement de la cellulose, mais aussi du coton et du papier, présente l'aspect plus traditionnel des vieilles usines. Les dirigeants soviétiques, M. Nicolas Pavlov, costume trois-pièces, cravate blanche, coiffure sage, affirme que ce complexe est la grande œuvre du monde. Dix-huit mille ouvriers y travaillent, à peu près autant de femmes que d'hommes. Le salaire moyen est de 200 roubles par mois (le salaire moyen en U.R.S.S. est de 170 roubles). Les plus méritants ont droit à une voiture à l'entrée de l'établissement.

Même paysage à Oust-Toumsk, où les vastes bassins, à peine percés, à travers l'épais brouillard, semblent posés sur la neige. Le complexe hydroélectrique est plus nouveau que celui de Bratsk, puisqu'il a été mis entièrement en service en 1979.

La puissance de ces setes turbines est à peine inférieure. L'usine de cellulose a été édifiée avec l'aide des ingénieurs du Comecon qui ont envoyé des brigades de jeunes ouvriers. Non que l'Union soviétique manque de main-d'œuvre, mais que les tentatives en seraient trop précieuses, on ne peut pas leur permettre de perdre leur temps à l'étranger, ils ont besoin. Bien entendu, ceux qui accablent l'Union soviétique d'exploiter les travailleurs étrangers sont des « chauvinistes ».

L'entreprise qui emploie deux mille ouvriers, exporte 70 % de sa production. Dans la salle de contrôle, où s'opèrent un grand nombre de machines, les divers écrans, les appareils sont de fabrication soviétique. Attention, là où s'opèrent autour de cylindres géants, dans le bruit et la vapeur, des rames de cellulose blanche, qui sont ensuite coupées et tassées, les machines sont françaises. L'effort d'industrialisation, soutenu par la nouvelle voie ferrée qui double, sur sa partie orientale, l'ancien Transsibérien, va se poursuivre intensément. Quand on demande au maire de Bratsk, M. Gabriel Gorbatchev, un homme rude aux cheveux blancs et aux yeux clairs, quel est son principal objectif pour l'année 1982, il répond : « Maintenir le rythme. »

Ce rythme ne plait pas à tout le monde. Les technocrates de Moscou craignent, on l'a vu, que le coût n'en soit excessif et que les difficultés, notamment pour la construction de logements, ne deviennent insurmontables. D'une part, les organismes de planification, les ministères, dit M. Aganbegian, déjà, ont entendu souvent les répliques suivantes : « Il est nécessaire de mettre en valeur les ressources de la Sibérie, mais il faut le faire avec discrétion et ne pas épuiser les ressources. » Les dirigeants soviétiques estiment, lui, que les résultats justifient les dépenses. Il est en effet certain que certains s'inquiètent des effets des grands travaux sur les équilibres naturels. Ces « écologistes » ont obtenu, grâce à l'action de M. Gorbatchev, la création de l'Institut de limnologie de Lébedevskoye, qui se bat pour empêcher le lac Baïkal, passe quelquefois à sec, de diminuer sa pollution. Le déboisement accéléré des forêts est également un sujet de préoccupation.

Il est enfin qui gardent la nostalgie de la Sibérie traditionnelle. Ceux-là s'expriment par la voix de l'écrivain Valentin Rasputin, qui vit à Moscou et dont un des romans, « Proust », publié en 1978 dans la revue « Notre Contemporain », et traduit en français aux Éditions Robert Laffont, en 1979, sous le titre « Proust », décrit la culture des habitants d'un village appelé à disparaître sous les eaux après la construction d'un barrage sur l'Angara. Avec Rasputin, beaucoup de gens se demandent si la Sibérie, « terre endormie », selon l'expression de M. Aganbegian, n'est pas née trop brutalement du conseil.

● L'HEURE DE MOSCOU. — C'est par erreur que nous avons écrit dans le premier article consacré à la Sibérie que l'heure de Moscou était de cinq heures sur celle de Bratsk. Nous aurions dû écrire : « en retard ».

Turquie

Les nouvelles arrestations jettent la consternation dans les milieux progressistes

De notre correspondant

Ankara. — Venant après les mesures d'industrialisation relatives observées depuis quelque temps, l'arrestation-surprise (le Monde du 27 février), dans la nuit du 26 au 27 février, de quatre dirigeants du parti républicain pour la paix, organisation connue pour ses idées progressistes et pacifistes, et dont les activités sont suspectées depuis septembre 1980, a jeté la consternation dans les milieux progressistes.

Le communiqué, publié il y a quelques semaines, qui malmenait l'interdiction imposée aux anciens dirigeants nationaux des partis, avait autorisé tous les autres membres de ces formations à exprimer leurs vues sur les problèmes constitutionnels en préparation. Dans la presse et au sein de l'Assemblée consultative, on commençait à réfléchir sérieusement sur l'abolition de la peine de mort. De même, le Conseil national de sécurité s'apprêtait à entériner une proposition de loi tendant à réduire de trois ans à six mois la durée des peines non suspensives d'après les autorités militaires inv-

République fédérale d'Allemagne

Le nouveau scandale sur le financement des partis place le chancelier Schmidt dans une situation très difficile

De notre correspondant

Bonn. — Le nouveau scandale de trafic d'influence mettant en cause deux ministres du chancelier Schmidt est en train d'empoisonner l'atmosphère politique à Bonn (le Monde du 27 février). Un journal comme le « Frankfurter Rundschau », dont les sympathies vont pourtant à la coalition social-démocrate, porte d'un « Welt » et a perçu déjà les signes annonciateurs d'un effondrement gouvernemental. De son côté, le « Frankfurter Allgemeine Zeitung » constate que les hommes politiques visés appartiennent surtout à la droite du S.P.D. et du F.D.P. De là à conclure que l'on s'agit d'une manœuvre, le pas est vite franchi. Le grand journal des milieux industriels et financiers va même jusqu'à se demander si la R.D.A. et l'Union soviétique ne tireraient pas quelques bénéfices de ce scandale. L'ambiance qui règne sur les bords du Rhin rappelle, en tout cas, celle de 1964, lorsque la découverte de l'espionnage allemand provoqua la chute du chancelier Brandt.

La liste des suspects vient encore de s'allonger. L'enquête ouverte par le parquet de Bonn au sujet d'un éventuel trafic d'influence visait déjà le comte Lambrecht, ministre de l'économie, M. Matthöfer, ministre des finances, M. Bismar, ancien ministre de l'économie du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, et M. Lahnstein, secrétaire d'État à la chancellerie, le bras droit de M. Schmidt. Mais l'enquête touche également M. Friedrich, ancien ministre fédéral de l'économie et président de la Dresdener Bank, ainsi que M. Ebert, ancien ministre chrétien-démocrate de l'économie du Bade-Wurtemberg. Trois des dirigeants du groupe industriel et financier, auquel le gouvernement avait accordé de substantiels dégrèvements fiscaux, sont eux aussi mis en cause. Il s'agit de M. Friedrich Karl Flick — qui dispose d'une des fortunes les plus considérables de

la R.F.A. — de M. Eberhard von Brauchitsch et de M. Manfred Neimtz.

L'affaire Flick — couverte depuis bien des semaines déjà l'hebdomadaire « Der Spiegel », notamment, avait suggéré à l'année dernière qu'en échange des avantages financiers obtenus du gouvernement, le groupe Flick aurait versé des subventions à certains partis. D'abord démentie, cette accusation a pris puis des contournements lorsqu'en novembre, le parquet parquellonna au quartier général du groupe Flick à Düsseldorf. Les enquêteurs auraient alors mis la main sur des correspondances échangées entre les dirigeants du groupe et certains responsables politiques de Bonn. Le contenu de ces lettres n'a pas été révélé. Les « suspects » font front avec beaucoup de résolution. Aussi bien le comte Lambrecht que M. Matthöfer affirment que les accusations dirigées contre eux sont dépourvues de tout fondement. Quant au chancelier, il vient de faire savoir qu'il maintient toute sa confiance aux ministres mis en cause. M. Schmidt a même rappelé qu'en 1981, il avait fait l'objet d'une enquête parce que certains présumaient qu'il pouvait se tromper : le croyaient coupable de « trahison ».

De son côté, le porte-parole du gouvernement a souligné, vendredi, que toutes les personnes touchées par l'enquête du parquet sont prêtes à coopérer. D'ici là, le gouvernement n'aurait pas à prendre position. Il n'y aurait pas non plus, pour les ministres intéressés, de quitter leur poste. Ce point est contesté par des journaux comme le « Frankfurter Rundschau » et le « Süddeutsche Zeitung », qui estiment qu'il serait plus normal pour le ministre des finances et celui de l'économie de se retirer jusqu'à la fin de l'enquête.

JEAN WETZ.

Pologne

Le comité central du parti donne son « plein appui » au conseil militaire de salut national

La Diète polonaise devait procéder, ce samedi 27 février, à des « changements dans la composition du gouvernement ». Ce projet, qui a été ajouté à l'ordre du jour vendredi, à l'ouverture de la session, avait été présenté au Parlement d'après la loi de 1976, qui prévoit que le président du Parlement nomme le gouvernement. Le président du Parlement, le professeur Gustaw Holoszek et M. Emil Wojtaszek, ambassadeur à Rome, qui fut ministre des affaires étrangères, ont représenté son pays aussi à Paris.

La Diète a adopté, vendredi, à l'unanimité, un ensemble de dix projets de loi à caractère technique relatifs à la réforme de l'économie. Elle a aussi adopté une résolution confirmant le besoin de parvenir à une « entente nationale ». Faisant allusion à l'état de guerre, les députés ont estimé que, dans les « conditions nouvelles », et « en raison de la situation », il était nécessaire de déployer de nouveaux efforts pour créer une large plate-forme de coopération de tous les secteurs de la nation. Pour eux, les activités des comités citoyens de salut national constituent une initiative prévalant sur toutes les autres, et social aux intentions du conseil militaire de salut national et au gouvernement.

La résolution affirme que l'état de guerre a été proclamé « au nom des intérêts vitaux de la classe ouvrière et de la nation », et « après que tous les autres moyens d'empêcher une catastrophe aient été épuisés ». Ce faisant, le comité central a approuvé la création du conseil militaire de salut national (WRON) — qui n'a pas d'existence légale — et donné « son plein appui » à toutes ses activités. Impuissant aux « dirigeants de Solidarité » la responsabilité d'avoir « rejeté l'idée avancée par le parti de la construction d'un front d'entente nationale ». Une bonne partie de la motion est consacrée aux problèmes de l'unité du parti. Elle souligne la nécessité d'une « discipline » et de « restaurer la discipline » et de « surmonter les divisions », notamment par des « entretiens individuels ».

Quant à M. Malanowski, professeur de sociologie à l'université de Varsovie, il n'a pas quitté Solidarité, contrairement à la résolution du quatrième plénum, et a mis en question le rôle dirigeant du parti, ainsi que la substance des alliances de la Pologne.

Enfin, le général Kleszczak et M. Wozniak entrent effectivement au bureau politique (le Monde du 27 février) mais seulement à titre de suppléants.

Dans son discours de clôture du plénum, le général Jaruzelski a évoqué la nécessité d'une « coalition de fer » pour appliquer la résolution du plénum. Il a déclaré certain que la prochaine réunion du comité central se déroulerait dans de meilleures conditions que celle qui vient de se terminer.

JUSQU'AU 1^{ER} MARS

REPRISE EXCEPTIONNELLE

5000^F

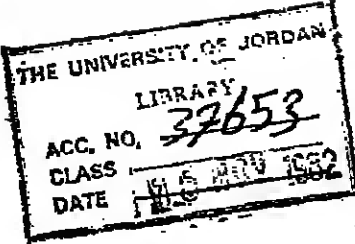
MINIMUM

QUELS QUE SOIENT L'ÂGE, LE KILOMÉTRAGE, LA MARQUE DE VOTRE VOITURE.

5.000^F minimum pour l'achat d'une voiture neuve Peugeot ou Talbot dans la limite des stocks disponibles. En plus, possibilités de crédit total pouvant aller jusqu'à 48 mois, sous réserve d'acceptation du dossier par Din ou Crédicavia.

PEUGEOT TALBOT

كتاب الفصل



EUROPE

Paris et Rome veulent s'opposer à la politique monétaire américaine

(Suite de la première page.)

Après une audience privée avec le pape en fin de matinée, ce samedi, il devait recevoir à déjeuner, au palais pontifical, des personnalités du monde syndical, patronal et culturel.

Outre l'entrevue avec le pape, qui devait être consacrée essentiellement à des questions internationales, la matinée de samedi a été dominée par des entretiens politiques. M. Mitterrand a successivement reçu M. Lomax, secrétaire du parti social-démocrate, M. Zanone, secrétaire général du parti libéral, M. Berlinguer, secrétaire général du parti communiste, et M. Craxi, secrétaire général du parti socialiste. M. Fico, secrétaire général de la démocratie-chrétienne, avait répondu à cet entretien en lieu d'un deuil familial.

M. Mitterrand s'est entretenu pendant une demi-heure avec le secrétaire général du P.C.I. À l'issue de cette entrevue, M. Berlinguer a déclaré qu'il se rendrait prochainement à Paris. Les entretiens entre MM. Mitterrand et Berlinguer ont surtout porté sur les questions internationales.

À propos de la Pologne, M. Berlinguer a déclaré qu'il existait « beaucoup d'opinions communes entre la P.C.I. et le gouvernement français ».

Évoquant les incidences possibles de l'expérience française sur la gauche italienne, M. Berlinguer a dit : « Nous croyons en Italie pour une option que nous appelons alternative démocratique, dont l'axe devrait être la coopération entre la P.S. et la P.C. ».

Interrogé sur le point de savoir si le socialisme à la française constitue un modèle, le secrétaire général du P.C.I. a répondu qu'il n'y a « de modèle nulle part », mais que l'expérience française de l'union de la gauche représente « un grand encouragement ».

M. Craxi, pour sa part, a déclaré à l'issue de son entretien avec le président « être mis d'accord avec celui-ci en une seule nouvelle rencontre dans les prochains jours à Paris ».

Interrogé sur la réponse que pourrait faire son parti à la proposition de communistes italiens d'alternance démocratique, le secrétaire général du P.S.I. a répondu simplement : « Nous sommes sur des positions différentes ».

À l'issue de la première journée de la visite de M. Mitterrand, les deux délégations se sont montrées satisfaites. Au cours de la conférence de presse, M. Mitterrand a déclaré qu'il avait eu « une très bonne conversation avec le secrétaire général du P.S.I. ».

Il a souligné que M. Spadolini a souligné que M. Mitterrand n'a pas eu « une seule nouvelle rencontre dans les prochains jours à Paris ».

M. Mitterrand a ajouté que le président italien doit déboucher sur la mise en place d'un système de

consultations périodiques qui se tiendront dans le même schéma que celui qui préside aux relations entre la France et l'Allemagne.

« Nous avons convenu, nous allons continuer, et chaque fois, nous dégageons le terrain pour harmoniser nos relations et pour passer sur les décisions de la Communauté, conformément à nos intérêts légitimes et aux intérêts communautaires », a-t-il dit.

Les deux dirigeants ont aussi affirmé leur volonté de défendre les intérêts européens, face aux États-Unis notamment. Cette entente, ajoutant à celle qui existe entre Paris et Bonn, fait qu'il s'est constitué un front commun franco-germano-italien pour combattre la hausse des taux d'intérêt de la monnaie américaine.

« Quel qu'il soit, il n'y a pas de doute », a affirmé M. Mitterrand, « que les trois pays ont parfaitement d'accord pour prendre des mesures qui nous permettraient d'échapper à la politique des taux d'intérêt élevés pratiquée aux États-Unis, qui nous conduirait à baisser nos taux d'intérêt et à prendre des garanties pour résister à l'expansion dévastatrice de nos capitaux vers les États-Unis ».

Le chef de l'État a souligné sur ce point « un maintien plus rapide et plus heureux des emprunts communautaires ».

Un espace audiovisuel européen

Cette entente à trois a-t-elle vocation à devenir un nouvel axe qui permette à la Communauté de résister au déclin dont elle est menacée ? M. Mitterrand s'est refusé à lui donner une portée générale. Il a estimé que la coincidence dans le temps entre les sommets franco-allemand et franco-italien est fortuite. Mais il a ajouté : « Il faut admettre que s'élèvent des questions communes à l'intérieur de l'Europe ; pour ce qui concerne nos trois pays, nous prenons nos responsabilités ».

De son côté, M. Spadolini a précisé que cette entente doit permettre de lutter contre la désindustrialisation de l'Europe et de restaurer la compétitivité des industries européennes « pour lutter contre la concurrence des États-Unis et du Japon ».

Cette convergence débouche sur la volonté d'une action commune au niveau européen, et sur un égal souhait de faire prévaloir les intérêts communautaires, en détachant les questions européennes des détails « dans lesquels nous semblons nous perdre », a-t-il dit.

M. Mitterrand a d'ailleurs précisé : « Si la Communauté s'acharne à tra-

ter chaque problème par le détail, nous parviendrons, si ce n'est, à la fin, à une situation insupportable. Je crois à la volonté et à la nécessité, il faut dominer les problèmes et ne pas confondre le principe et l'exécution ».

L'ensemble des questions internationales qui ont été examinées ont fait l'objet de « grandes convergences », selon M. Spadolini, d'un « consentement très large », selon M. Mitterrand. En ce qui concerne la sécurité en Europe, M. Mitterrand a souligné que le devoir des pays européens est d'aider le chancelier Schmidt. Il a d'ailleurs souligné, au cours de la conférence de presse, que les deux délégations, que « la pacifisme n'est pas le point » et qu'il est « parfois même au contraire ».

Sur le mode de la « coopération des peuples latins », et au mois de septembre à Capri, d'une première conférence des ministres de la culture, afin de « créer un espace audiovisuel européen ».

Autre projet : la création à Paris d'une académie d'Italie sur le modèle de la Villa Médicis et de l'École française de Rome.

Convergences sur bien des points, les politiques de la France et de l'Italie n'en présentent pas moins des points de divergence. Le principal contentieux est celui du rôle de la région sur le plan de la réponse au problème du développement de la région de Bruxelles et une autre partie de Rome et de Paris. M. Mitterrand a précisé qu'il fallait envisager la question dans une perspective à long terme, et donc jeter les bases de solutions durables. Les deux pays doivent

reprandre prochainement des consultations, dans les semaines qui viennent, afin de « débloquer » les « dérangements » des limitations à l'immigration par Mme Cresson, évoquant la situation de la Cour de justice de la Haye sur cette affaire. M. Mitterrand a indiqué qu'il ne fallait pas substituer le juridique à la politique ».

Le second point de divergence, qui tend également à s'aplanir, est la situation en Amérique centrale. « Il y a certainement un rapprochement de nos politiques en ce domaine », a déclaré M. Mitterrand, mais pas encore d'identité de vues. Au cours des travaux des ministres, M. Colombo, ministre des Affaires étrangères, avait précisé que l'Italie éprouve la nécessité d'une « nouvelle approche » de ce problème, avant de souligner que l'Europe « fesse » pour contribuer à l'élaboration d'une solution qui fasse l'économie d'interventions extérieures ».

JEAN-MAURICE COLOMBANI et PHILIPPE PONS.

● RECTIFICATION. — Plusieurs erreurs se sont glissées dans l'encadré sur le contentieux vintelle franco-italien paru dans le Monde du 27 février. Ce n'est pas devant la Cour de justice de la Haye (dépendant de l'ONU), mais bien évidemment devant la Cour européenne de justice à Luxembourg que les deux pays ont porté leur litige. En attendant la décision de cette instance (qui entendra lundi 2 mars, en assemblée plénière, le recours en réformation déposé par la Commission européenne), on ne saurait parler d'une « condamnation » de la France.

PROCHE-ORIENT

A l'approche de l'évacuation du 24 avril

Les autorités israéliennes interdisent l'accès du Sinaï aux groupes de protestataires

Le département d'État a implicitement critiqué, vendredi 26 février, les déclarations faites la veille par l'ambassadeur israélien à Washington, M. Arous, selon lesquelles Israël serait obligé d'intervenir militairement au Liban et les Palestiniens continueraient à renforcer leur armement.

Le porte-parole, M. Fischer, a affirmé que la violence « doit cesser » et que les « deux camps » doivent « se rapprocher ». Il a également déclaré que le « conflit israélo-arabe » est « profondément enraciné dans la région ». Le gouvernement américain, a-t-il dit, reste opposé à « toute tentative de recours à la violence pour résoudre les problèmes politiques qui se posent ».

M. Fischer a également déclaré que Washington s'oppose à tout « renforcement militaire » au Sud-Liban. Interrogé sur de précédentes déclarations du secrétaire d'État, M. Haig, selon lesquelles l'Union soviétique achèterait d'importantes fournitures militaires aux Palestiniens au Liban, il a répondu : « Nous ne sommes pas au courant d'une introduction importante d'armes, de quelque source que ce soit, depuis juillet dernier, qui serait susceptible de changer d'une manière significative l'équilibre de forces dans la région ».

Toutes les voies d'accès conduisant d'Israël au Sinaï ont d'autre part été fermées à la circulation, vendredi à minuit, par ordre du ministre israélien de la Défense. Cette mesure vise à interdire

l'arrivée en groupes de plus en plus importants de militants du mouvement contre le retrait du Sinaï qui se regroupent dans le secteur de Yamit.

Le gouvernement a annoncé, il y a quelques semaines, que le 31 mars 1982, tous les civils (y compris les colons) se trouvant dans le Sinaï devront évacuer le territoire de pré ou de force. Le Sinaï doit être rendu à l'Égypte le 24 avril.

Signature de l'accord de vente des AWACS à l'Arabie Saoudite

L'Arabie Saoudite a accepté les conditions imposées par le Congrès des États-Unis pour l'achat de cinq avions radar AWACS, et l'accord de vente a été signé, le mois dernier, au cours de la visite en Arabie Saoudite du secrétaire américain à la Défense, M. Weinberger, a annoncé le Pentagone.

Pour autoriser la vente de ces cinq appareils, le Congrès avait posé cinq conditions : que le gouvernement américain puisse disposer de informations qui recueilleraient, que les programmes des ordinateurs de bord resteraient la propriété des États-Unis, que les citoyens de pays étrangers n'aient pas accès aux avions ou aux informations qu'ils recueillent, enfin, que des effectifs américains supplémentaires puissent éventuellement être utilisés pour renforcer la sécurité des appareils après accord entre les deux gouvernements. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Comores

● LE MINISTRE COMORIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. EL HADJI EL HADJI, a déclaré, vendredi 26 février, que les relations des Comores avec la France étaient « très bonnes » et qu'une « action diplomatique de grande envergure » était engagée auprès de ce pays au sujet de l'île Mayotte. « Nous sommes en droit d'espérer qu'une solution sera émise très rapidement », a-t-il ajouté. — (A.F.P.)

Éthiopie

● LE FRONT DE LIBÉRATION DE L'ÉRYTRÉE a affirmé, vendredi 26 février, avoir arrêté au cours de quatre derniers jours l'offensive des troupes éthiopiennes dans la province de Bahr et l'abattre 100 kilomètres au nord du port de Massawa, sur la mer Rouge. Dans un communiqué, le F.L.E. précise que des combats armés ont eu lieu à une distance de huit cent mètres et que trois chars T-55 et sept autres véhicules blindés ont été détruits. — (A.F.P.)

Nigeria

● LES AUTORITÉS NIGÉRIENNES ont indiqué, vendredi 26 février, que six militaires ont été mis aux arrêts et sont interrogés dans le cadre de l'enquête sur la tentative de complot manquée, connue il y a quelques jours à Lagos. Cette mise au point répond aux informations publiées par le journal *The Sunday Punch* selon lequel huit membres des forces armées auraient été interpellés et deux officiers de aviation auraient été arrêtés à la police. Il y a une semaine, la presse nigérienne avait révélé qu'une tentative de putsch avait été déjouée. — (Reuters)

Ouganda

● QUELQUES QUATRE-VINGT-DIX PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES au cours d'opérations militaires menées par le régime ougandais pour retrouver les maquisards qui avaient lancé mardi une attaque d'envergure à Kampala. On apprend vendredi 26 février l'agence de presse britannique de source médicale contactée par téléphone depuis Nairobi. La plupart des victimes ont été retrouvées dans la forêt de Namuywa, récemment célébrée par les cadavres qui y étaient abandonnés à l'époque du maréchal Idi Amin Dada. — (Reuters)

Pakistan

● PLUS DE DEUX MILLE SEPT CENT PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES dans des provinces du Sind et du Pendjab en deux jours, a annoncé ce samedi 27 février l'agence de presse pakistanaise. Deux mille d'entre elles ont été arrêtées dans la seule ville de Lahore. Il s'agit officiellement « d'éléments criminels et antisociaux ». Mais, dans la province du Sind, des armes et explosifs ont été retrouvés dans la forêt de Namuywa, récemment célébrée par les cadavres qui y étaient abandonnés à l'époque du maréchal Idi Amin Dada. — (Reuters)

Thaïlande

● VIOLENTS COMBATS DANS LE SUD. — De violents combats se poursuivent depuis la mi-février dans la province de Surat-Thani où, selon le premier ministre, un général Krom Tinsulanond, l'une des plus importantes bases de la guérilla communiste, le camp 508, a été occupée par l'armée. Les affrontements auraient fait un dizaine de tués de part et d'autre. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Socialistes européens et latino-américains divergent dans leur appréciation sur la révolution nicaraguayenne

La visite en Amérique latine des dirigeants socialistes français et espagnols, MM. Lionel Jospin et Felipe Gonzalez, n'a eu rien de modifié l'appréciation critique que partagent les socialistes européens de la révolution sandiniste, rebaptisée à Caracas.

MM. Jospin et Gonzalez se trouvaient au Venezuela en principe pour assister, les 24 et 25 février, à la conférence des chefs de parti de l'Internationale socialiste. Cette réunion, qui avait déjà été reportée à la mi-février, a été annulée en raison de divergences d'appréciation sur la situation au Nicaragua, entre partis européens et latino-américains membres de l'Internationale.

Cependant, les dirigeants des partis socialistes français et espagnols ont eu des contacts à Caracas, puis à Panama, avec les dirigeants latino-américains de l'Internationale au « projet original » de la révolution nicaraguayenne. Cette réunion, qui avait déjà été reportée à la mi-février, a été annulée en raison de divergences d'appréciation sur la situation au Nicaragua, entre partis européens et latino-américains membres de l'Internationale.

Le gouvernement de Managua et le Front sandiniste de libération nationale se sont-ils, ou non, séparés de cette ligne ? C'est la réponse apportée à cette question que portent les divergences entre Européens et Latino-Américains.

Pour les Européens, il ne faut

pas priver Managua du soutien socialiste international, car cela pourrait encourager les tentatives de désattribution, d'intervention, américaines. En contrepartie, il faut empêcher le Nicaragua d'intégrer le bloc soviétique — ce qui entraînerait la perte de la région sur le plan de la confrontation Est-Ouest.

Toutefois, les socialistes européens de la région, tels que le Parti de libération nationale (P.L.N.) au Costa-Rica et l'Action démocratique (A.D.) au Venezuela, qui avaient tous deux pris part à une délégation sandiniste à la réunion de Caracas, — sont plutôt réservés, en raison de leurs divergences de politique intérieure face à un régime qu'ils jugent marxiste.

« Il est facile, pour des Européens, d'effacer les idées révolutionnaires sur les situations en Afrique et en Amérique du Sud », a répondu, le vendredi 26, le sous-secrétaire général de l'Action démocratique, M. Humberto Celli, au représentant du parti socialiste nicaraguayen, M. Maarten Van Traa, également présent à Caracas.

M. Van Traa, chargé des relations internationales, avait insisté sur l'action démocratique et la libération nationale, présentés comme des idées nouvelles, sous l'influence des États-Unis.

M. Celli a ajouté que sa formation avait invité la Junta sandiniste à revenir à son projet révolutionnaire original. Car, a-t-il dit, « certaines attitudes » du F.S.N. pourraient donner une tournure « non démocratique » à la révolution du 19 juillet 1979.

Guatemala

L'opposition prépare la création d'un « front d'unité patriotique » pour appuyer la guérilla

Mexico. — Vingt-six personnalités guatémaltèques viennent d'annoncer, à Mexico, la création d'un Comité d'unité patriotique. Venant après le regroupement des quatre organisations de lutte armée (1) annoncées dix jours plus tôt, cette déclaration marque la constitution d'un « front d'unité patriotique national » à laquelle travaille l'ensemble de l'opposition.

Les membres du comité estiment que les élections prévues pour mai sont une farce dont le seul objectif est de « changer la façade d'un système qui ne change pas ». L'armée continuera de décider, que ce soit la candidate qui l'aura vaincu ou la victoire, affirme M. Bascarola, « le président du comité ».

Les opposants appellent en outre que la participation populaire se réduise de moitié en raison (moins de 30 % aux dernières élections) et que les principaux opposants démocratiques

De notre correspondant

telles que Colon Argueta et Fuentes Morán, ont été assassinés. Enfin, disent-ils, les élections risquent de ne pas avoir lieu dans une grande partie du pays, en raison de la guerre menée par les militaires.

Ces vingt-six personnalités viennent de formations différentes : parti socialiste démocratique, Front démocratique contre la répression, (proche de l'Organisation du peuple en armes), Front populaire du 31 janvier, qui rappelle par son nom le jour où eut lieu le massacre à l'ambassade d'Espagne en 1980, et qui, proche de l'Armée de la guérilla des pauvres, regroupe plusieurs organisations chrétiennes.

Les membres du comité disent que leurs analyses « coïncident » avec celles de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, qui regroupe les quatre organisations de guérilla. La guerre popu-

Chili

UN IMPORTANT DIRIGEANT SYNDICAL EST ASSASSINÉ

Santiago (A.F.P.). — Le cadre du syndicaliste chilien Tucapel Jimenez, président de l'Association nationale des travailleurs (A.N.T.), a été découvert le vendredi 26 février dans une automobile, qu'on a trouvée à quelques kilomètres au nord de Santiago. Selon les premières informations, M. Tucapel Jimenez a été tué d'une balle dans la tête et de deux coups de couteau dans le ventre.

Le syndicaliste a été assassiné deux jours après avoir appelé les syndicats à constituer un large front pour défendre les droits des travailleurs. Les plus importantes organisations (Coordination nationale syndicale, Confédération des travailleurs du cuivre et du pétrole, Fédération nationale des transporteurs) avaient répondu favorablement à cet appel.

Neuf jours après un appel à l'unité syndicale

La dispersion de M. Tucapel Jimenez, ainsi que l'incertitude sur l'unité du mouvement syndical à laquelle il était employé, agité de la question du parti radical (de tendance social-démocrate), le syndicaliste avait commencé par soutenir le gouvernement du général Augusto Pinochet pour dénoncer la tentative de coup d'État de 1973, en opposant au régime.

Le chef de l'État a « énergiquement » condamné l'assassinat et demandé à son ministre de l'Intérieur d'enquêter sur le meurtre.

États-Unis

WASHINGTON RETIRE L'IRAK DE LA LISTE DES « PAYS TERRORISTES »

Washington (A.F.P.). — L'Irak a été retiré de la liste des « pays terroristes » établie par le gouvernement américain, tandis que Cuba y a été ajoutée, selon la notification adressée, vendredi 26 février, par le ministère du Commerce au Congrès.

Cette liste, qui date de 1978, a pour objet d'empêcher les exportations vers les pays qui y figurent, de tout matériel américain — notamment des avions — ayant un intérêt militaire. Le ministère du Commerce n'a pas précisé les raisons de cette modification qui en ce qui concerne l'Irak, a suscité des protestations au Congrès. Toutefois, au département d'État, on a déclaré que, selon l'affirmation du général Pinochet, l'Irak a été retiré de la liste des « pays terroristes » en raison de sa coopération avec les activités terroristes. En ce qui concerne Cuba, son inscription sur la liste des « pays terroristes » n'a pas de conséquences pratiques étant donné l'embargo déjà en vigueur sur tout commerce avec l'île. La mesure retire toutefois, souligne-t-on, l'hostilité croissante de Washington au soutien apporté, selon le gouvernement américain, par Cuba aux activités de guérilla en Amérique centrale.

Un responsable du département d'État a déclaré que, selon l'affirmation du général Pinochet, l'Irak a été retiré de la liste des « pays terroristes » en raison de sa coopération avec les activités terroristes. En ce qui concerne Cuba, son inscription sur la liste des « pays terroristes » n'a pas de conséquences pratiques étant donné l'embargo déjà en vigueur sur tout commerce avec l'île. La mesure retire toutefois, souligne-t-on, l'hostilité croissante de Washington au soutien apporté, selon le gouvernement américain, par Cuba aux activités de guérilla en Amérique centrale.

Le président Reagan s'apprête à mettre l'embargo sur le pétrole libyen

M. Reagan a l'intention de prononcer un embargo sur les importations de pétrole libyen et d'interdire à la Libye d'acheter des équipements pétroliers aux États-Unis, ont fait savoir vendredi 26 février des responsables américains.

Cette décision, prise jeudi par le Conseil national de sécurité, est destinée à faire pression sur le régime du colonel Kadhafi, que le gouvernement américain accuse de promouvoir le terrorisme international.

Ce geste a surtout une valeur symbolique puisque la Libye vend très peu de pétrole aux États-Unis. Mais l'embargo concerne aussi l'achat d'équipements, d'équipements de contrôle aérien et d'équipements susceptibles d'être utilisés à des fins militaires.

Selon un responsable américain qui desire garder l'anonymat, le gouvernement américain n'a pas l'intention de demander à ses alliés européens de participer à l'embargo.

AFRIQUE

Namibie

Le premier ministre sud-africain assure à Windhoek que les élections « libres et honnêtes » sont en bonne voie

Le conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni à Addis-Abeba, a rejeté, vendredi 26 février, les propositions électorales du « groupe de contact » chargé de trouver une solution pacifique à la question namibienne.

Windhoek. — Les négociations pour l'indépendance de la Namibie, menées avec le « groupe de contact » (France, États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Canada), sont entrées dans leur seconde phase. Malgré leur nombre excessif (quarante-trois pour environ quatre cent mille électeurs potentiels) et leur diversité, les partis politiques namibiens s'entendent sur l'essentiel. Tous les dirigeants « responsables » du territoire sont satisfaits de l'action menée contre les « terroristes de la SWAPO » par les troupes sud-africaines et souhaitent que celles-ci demeurent en place au moins jusqu'aux élections. Bref, tout va pour le mieux.

Telles sont, pour l'essentiel, les impressions recueillies et exprimées, vendredi 26 février, à Windhoek, par M. Pieter W. Botha, premier ministre sud-africain, à l'issue d'un séjour dans la capitale namibienne. La réalité sur le terrain diffère cependant quelque peu de ce tableau idyllique. En premier lieu, et pour l'Afrique du Sud « la première phase des négociations est terminée », les diplomates occidentaux cherchent toujours à convaincre l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain d'accepter le double système électoral instaurant celui de Bonn (la moitié de la future Assemblée constituante élue à la proportionnelle, l'autre moitié par circonscriptions). Il est rejeté à la fois par M. Sam Nujoma, président de la SWAPO, les pays dits de la « ligne de front » et un certain nombre de partis internes. Le « groupe de contact » songerait à proposer un système voisin, mais, dit-on, « simplifié ». La plus extraordinaire dans cette affaire est que la SWAPO et l'Alliance démocratique de la Namibie (D.T.A.), les deux partis qui ont le plus de chances de s'affronter aux éventuelles élections finales, accepteraient, l'un et l'autre, le système proportionnel simple. Le président de la D.T.A., M. Dirk Mudge, nous l'a indiqué tout à fait clairement : « Le double système est trop compliqué », a-t-il ajouté, reprenant ainsi presque mot pour mot la position de la SWAPO et de l'O.U.A. Toutefois, c'est Pretoria qui décide « pour le bien du territoire » et qui a accepté le double système. Pour l'heure, l'impression est donc totale.

Divisions ethniques

La fait qu'il n'existe ici aucun parti multiracial ou multi-ethnique, mais des alliances ou des fronts, suffit à rendre la mesure d'un problème égrégé par la Constitution inéliminable du territoire réside par Pretoria et qui prévoit un « gouvernement » par ethnies — onze — cotées par un « cabinet central » que dirige M. Mudge. C'est d'ailleurs, officiellement, pour protester contre les divisions ethniques, le tribalisme et la ségrégation imposée par les fonctionnaires sud-africains, que le coprésident de la D.T.A., M. Peter Kalanguka a abandonné son poste ces jours derniers.

En tant que politicien ovambo — l'ethnie du Nord, la plus importante du pays (50 % de la population), celle de M. Nujoma, lui-même ovambo, recrute l'essentiel de ses guerilleros de la SWAPO. M. Kalanguka était d'une extrême importance pour la D.T.A., qui se veut « alliance de toutes les ethnies ». Son départ, avec les trois représentants ovambos de l'Assemblée nationale, risquait d'affaiblir la D.T.A. sur son point le plus sensible. Mais deux jours après

Le conseil des ministres a en effet demandé aux cinq pays occidentaux membres de ce groupe de choisir entre les deux modes de scrutin combinés qu'ils préconisent pour la tenue de futures élections en Namibie — scrutin à la proportionnelle et

De notre envoyé spécial

Le « rébellion », deux des mutins, dont un « ministre » du « cabinet » de M. Mudge, revenaient occuper leurs bureaux de Windhoek. Le bruit court qu'ils furent « achetés », mais, comme dit M. Mudge, « nous avons encore avec nous 50 % des représentants ovambos. Alors... ».

Le maintien de l'armée de Pretoria

Aucun dirigeant « responsable » n'a demandé le départ des troupes sud-africaines, a déclaré M. Botha. C'est vrai de M. Kalanguka qui, s'il cherchait à se démerquer de Pretoria et de ses protégés, pour se rapprocher des sentiments de son peuple, a pour le moins retenu son affaire en déclarant, jeudi, à Windhoek, à sa sortie d'une réunion avec les Sud-Africains : « Je suis favorable au maintien de l'armée sud-africaine ». C'est également vrai, pour des raisons évidentes, de M. Mudge et des partis de son alliance, de M. Kossie Pretorius, président du groupement d'extrême droite Aktur, des représentants de l'Eglise réformée hollandaise, dont les fidèles se recrutent essentiellement chez les cinquante mille Afrikaners namibiens, de l'Association

de l'intérêt allemand du territoire (« Interessengemeinschaft ») qui soutient M. Mudge avec des fonds notamment fournis par la C.D.U.-C.S.U. de M. Strauss en Allemagne fédérale.

Mais ce ne fut certainement pas l'opinion exprimée par le Conseil des églises de Namibie, qui regroupe les anglicans, les catholiques, les méthodistes, les luthériens du territoire, soit environ les trois quarts de la population. Le Conseil a, au contraire, exprimé sa « préoccupation la plus vive » face aux atteintes aux libertés perpétrées par les forces d'occupation, « les tortures, les détentions arbitraires, les destructions de propriétés, y compris celles des églises, aux meurtres d'innocents et à toutes les atrocités dont fait état la population civile dans le Nord. Les églises ont demandé que soit mise fin à la conscription rendue obligatoire l'an dernier, quoique sélective.

De son côté, le Front national namibien (N.N.F.) qui regroupe quatre partis progressistes, s'est plaint d'être soumis à des tracasseries et arrestations. Ses représentants ont demandé que soit abrogé le texte voté il y a deux mois et qui interdit en pratique aux partis non membres de la D.T.A. d'organiser des réunions publiques, mais

Le N.N.F. n'a reçu aucune réponse de ce qu'il appelle le « pouvoir colonial », le premier ministre ayant mis précipitamment fin à la rencontre. Le Front a l'intention d'autres organisations idéologiquement proches de lui, n'a pas le statut de « mouvement responsable » aux yeux de Pretoria.

Avant de rentrer en Afrique du Sud où l'attend la rébellion qui sévit dans son propre parti, le premier ministre s'est félicité de sa tournée de « consultations utiles et cordiales » et a répété que Pretoria était « vivement déterminé à tout faire pour que des élections libres et honnêtes soient organisées ». Tel est sans doute le seul point d'accord de toutes les parties en présence. Seules les interprétations de ces deux adjectifs diffèrent.

PATRICE CLAUDE

Trois Sud-Africains blancs ont été assassinés à mort, jeudi 25 février, par la Cour suprême de Windhoek pour le meurtre d'un compatriote noir.

M. Allen Robert Cash (vingt-huit ans), Walter Henry (trente-deux ans) et Hendrik Johannes Van Wyk (trente-huit ans) avaient été, le 11 décembre dernier, M. John Solidaba Magabane, qu'ils avaient essayé d'entraîner dans un trafic de diamants. — (A.F.P.)

La guerre civile au Tchad

M. HISSÈNE HABRÉ ASSURE VOULOIR RESPECTER LE CESSÉ-LE-FEU FIXÉ PAR L'O.U.A. AU 28 FÉVRIER

Les Forces armées du Nord (FAN) de l'ancien ministre de la défense tchadien, M. Hissène Habré, se sont engagées à respecter unilatéralement le cesse-le-feu préconisé le 11 février par l'O.U.A. et qui devrait, théoriquement, entrer en vigueur le 28 février.

Selon une déclaration, signée par le vice-président des FAN, M. Idris Mikine, et remise à la presse vendredi 26 février à Kharoum, les FAN « acceptent formellement les efforts de l'O.U.A. et de certains États africains pour rétablir la paix au Tchad ».

La déclaration ajoute, que les FAN sont « totalement d'accord avec les résolutions de l'O.U.A. sur le Tchad, et sont disposés à contribuer à leur application ».

D'autre part, une controverse oppose les belligérants à propos du sort de la localité d'Oum-Hadjer, dans l'est du Tchad. N'Djamena avait annoncé, lundi, la conquête de cette position sur les Forces armées du Nord de M. Hissène Habré, puis a reconnu, vendredi, l'avoir « reprise ». Selon la version des FAN, celle-ci le même jour à Paris, par leur représentant en Europe, la colonne de troupes gouvernementales envoyée pour déloger la ville ne l'a jamais atteinte et est « tombée dans une embuscade », perdant plus de quatre cents hommes et autant de prisonniers, détail qui « met en terme à la brève contre-offensive » des forces de M. Goukouni Oueddei. Le représentant de M. Habré à d'autre part, dément la partie de Goukouni, dont N'Djamena assurait également s'être emparé. — (A.F.P.)

Tunisie

AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES

(De notre correspondant.)

Tunis. — Après deux semaines de difficiles négociations entre les partenaires sociaux, le premier ministre, M. Mohamed M'Zali, a annoncé, jeudi 18 février, une augmentation générale des salaires. Le SMAG bénéficie d'un réajustement d'environ 30 % et passe ainsi, pour une semaine de quarante-huit heures, de 64 dinars à 85 dinars tunisiens (1 D.T. = 115 francs). Le SMAG (salaire minimum dans l'agriculture) passe de 2 D.T. à 2.400 D.T. par jour. Tous les autres salaires, y compris dans la fonction publique, bénéficient d'augmentations, elles aussi nettes d'impôts, s'échelonnant de 20 dinars à 30 dinars.

Ces mesures entrent en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} février. Elles représentent une augmentation de 350 millions de dinars de la masse salariale actuelle évaluée à 1.400 millions de dinars. Elles auront une incidence budgétaire d'environ 100 millions de dinars. Il faudra donc qu'un budget complémentaire soit soumis dans les prochains jours à la Chambre des députés.

M. M'Zali a indiqué que les différents partenaires se sont engagés à ne pas formuler de revendications salariales avant la signature des conventions collectives et des statuts qui interviendront au début de 1983. Selon lui, l'accord conclu permet d'affirmer que « l'État supérieur de la nation a emporté sur les courants destructeurs et sur les détracteurs du régime et il consacre une année de dialogue, de consultations et de concessions réciproques ». — M. D.

TAPIS D'ORIENT

Pourquoi l'acheter au Bon Marché?



-20% sur tous les tapis d'Orient

Une œuvre d'art s'achète avec le plus grand soin. Il en est de même pour un tapis d'Orient. Comment être sûr de ne pas se tromper?

Une expérience centenaire. Depuis 1871, le Bon Marché organise périodiquement de somptueuses expositions-ventes. Pour être sûr de votre choix et faire un investissement judicieux, l'expérience centenaire du Bon Marché est votre meilleur atout.

Un choix unique. L'exposition actuelle présente un choix exceptionnel de tapis persans — fins tapis de soie, laine et soie d'Ispahan, Kiran, Naïf, Korm — une prestigieuse collection de Kilims et des pièces rares de Turquie, d'Afghanistan, du Caucase, de Boukhara, de Chine, du Cachemire... Tous ces tapis sont vendus avec leur certificat d'origine.

Une équipe compétente. L'acheteur du Bon Marché, expert officiel près les douanes françaises, reconnu dans le milieu des collectionneurs sélectionne sur place, un par un, tous les tapis. Les vendeurs, passionnés par leur métier, sont là pour vous guider, vous conseiller. A noter qu'ils se déplacent dans toute la France pour vous présenter, chez vous, les tapis de votre choix.

Un service de spécialiste. Une équipe de spécialistes est là pour la garde, le nettoyage ou la restauration de vos tapis d'Orient. Au Bon Marché on a le respect des œuvres d'art.

• EXPOSITION-VENTE JUSQU'AU 6 MARS

AU BON MARCHÉ

Rue Saubert

DES PIRATES DE L'AIR DÉTOURNENT UN BOEING D'AIR TANZANIA

Des pirates de l'air, dont on ignore le nombre, ont détourné vendredi 26 février un Boeing 737 d'Air Tanzania, qui effectuait un vol sur les lignes intérieures. Ces hommes, qui, selon certains témoignages, demandent la démission de M. Julius Nyerere, président de la Tanzanie, ont d'abord fait presser l'appareil à Nairobi, puis à Djeddah et Athènes, où ils se trouvaient, avec une centaine de passagers, pris en otage, samedi en fin de matinée.

Des officiers grecs parlementaient avec eux samedi matin. Un médecin, autorisé à monter à bord de l'appareil, a déclaré qu'un passager avait été légèrement blessé. Les pirates ont demandé des cartes de l'Europe et semblaient s'appuyer à partir pour une nouvelle destination. — (F.P., Reuters, A.F.)

Vote prochain au Parlement Européen sur l'interdiction d'importer des phoques.

Il vous est maintenant possible de mettre fin à la chasse aux bébés phoques.

En envoyant ce qui sera peut-être la lettre la plus importante que vous n'ayez jamais écrite!

P.S.
Mme. G. Charzat
R. Fajardie
R. Forni
G. Fuchs
Mme. Y. Fuillet
G. Jaquet
C. Loo
G. Martinet
J. Moreau
D. Motchane
J. Oehler
D. Percheron
H. Saby
G. Sarre
G. Sutsa de Germa
B. Thureau
Mme. Y. Théobald-Paoli
Mme. M. Vayssade

P.C.F.
L. Baillot
R. Chambeiron
F. Damette
Mme. D. de March
J. Denv
G. Fendandez
G. Frischmann
M. Gremetz
Mme. J. Hoffmann
Mme. S. Le Roux
E. Maffre-Baugé
G. Marchais
M. Martin
R. Piquet
Mme. R. Poirier
P. Pranchère
P. Vergès
F. Wurtz

M.R.G.
R. Schwartzenberg

D.I.F.E.
J. Clement
P. Cousté
G. Deleau
A. Fanton
Mme. M. Fourcade
F. Geronimi
M. Junot
J. de Lipkowski
C. Malène
E. Remilly
A. Turcat
D. Vié
Mme. L. Weiss

U.F.E.
P. Baudis
H. Caillavet
C. Calvez
F. Collomb
F. Combe
c. Delatte
A. Diligent
G. Donnez
R. Delorozoy
E. Faure
Y. Galland
J. Lecannet
Mme. S. Martin
Mme. L. Moreau
O. d'Ormesson
P. Pflimlin
J. Pintat
M. Poniatowski
Mme. M. Pruvot
A. Rossi
V. Sablé
Mme. C. Scrivener
J. Seidinger
M. Simonnet
Mme. S. Veil



Mme. Hanya Majj-Weggen est Rapporteur auprès du Parlement Européen sur une résolution qui a été incorporée au Rapport du Comité sur l'Environnement, la Santé Publique et

la Protection des Consommateurs; cette résolution déclare en partie que le Parlement Européen: DEMANDE A LA COMMISSION, SELON L'EXEMPLE DES ETATS-UNIS, DES PAYS-BAS ET DE L'ITALIE ET COMPTE TENU DE L'ACTION SUIVIE PAR LES NEGOCIANTS EN FRANCE, D'IMPOSER, AU MOYEN D'UNE REGLEMENTATION, UNE INTERDICTION SUR LES IMPORTATIONS DANS LA COMMUNAUTE DE TOUTES LES PEAUX ET DE TOUS LES PRODUITS DERIVES DES PHOQUES GRIS ET DES PHOQUES A CAPUCHON.

Mme. Hanya Majj-Weggen précise: "Les européens protestent depuis des années contre la cruauté de la chasse aux phoques mais le gouvernement canadien refuse d'abolir cette pratique."

La CEE importe plus de 75% des produits dérivés des phoques et le seul moyen de mettre fin à cette chasse atroce est d'imposer une interdiction dans la communauté.

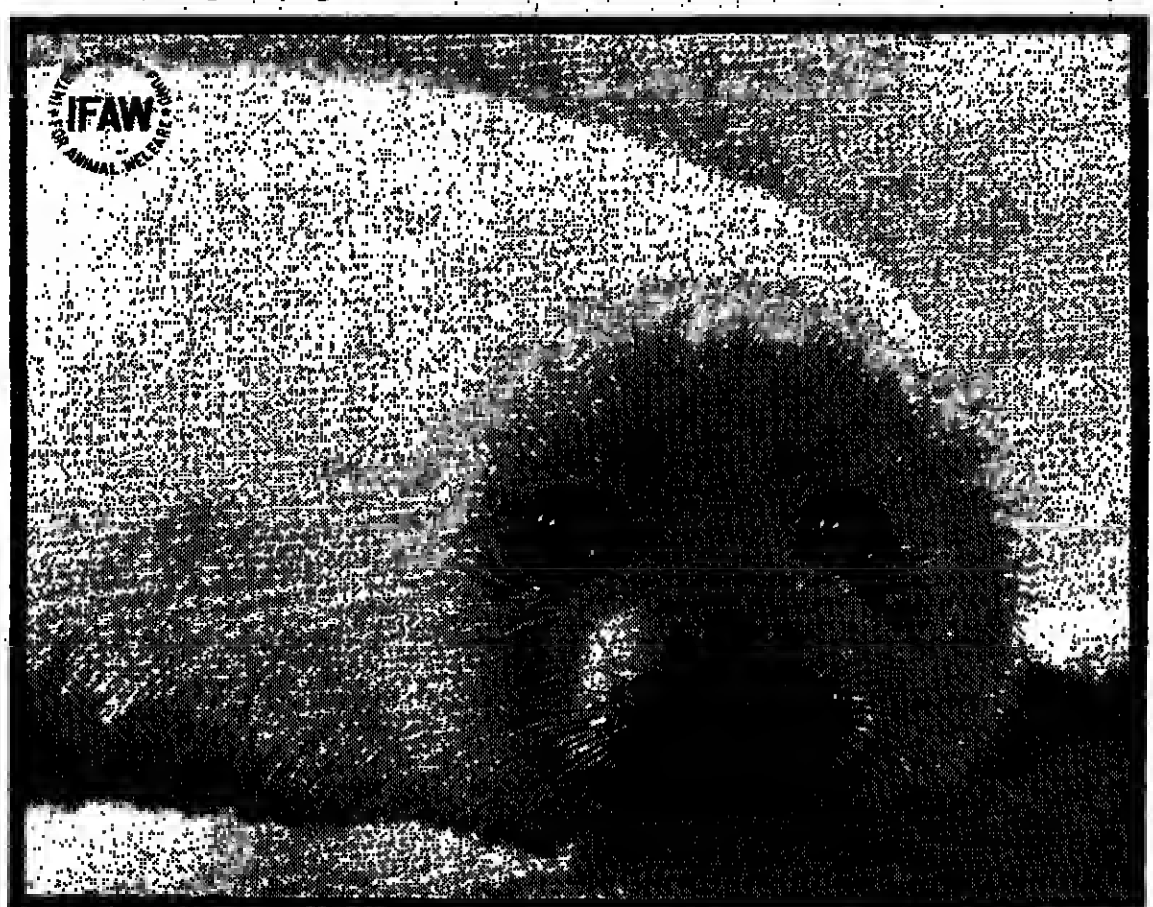
Avec l'aide du Parlement Européen, nous avons réussi à interdire l'importation de produits des baleines; nous pouvons maintenant agir de même pour les phoques.

Le Parlement Européen procédera à un scrutin sur cette question entre le 8 et le 12 mars. Je connais l'importance de l'opinion publique et je vous préconise vivement d'écrire dès aujourd'hui à votre Membre du Parlement Européen.

Veuillez écrire à l'un de vos parlementaires indiqués ci-dessous et envoyez dès que possible votre lettre au nom de ce membre à l'adresse suivante:

Parlement Européen Strasbourg

Publié par le International Fund for Animal Welfare en coopération avec le Eurogroup for Animal Welfare, une association regroupant les plus importantes sociétés de protection des animaux de la CEE.



Message de Brian Davies, haut directeur du International Fund for Animal Welfare (IFAW - Fonds international de protection des animaux):

Cher Lecteur, Voici ce qui se passe sur les glaces flottantes au large de la côte est du Canada quand les femelles donnent naissance aux bébés phoques en février et mars de chaque année.

Dès qu'ils ont une dizaine de jours, les bébés phoques désespérés sont séparés de leurs mères et, poussant des gémissements pitoyables, ils sont brutalement frappés sur la tête et parfois sur la gorge avec des massues ou des armes en formes de pic à glace.

Saignant du nez et de la bouche, le bébé-phoque est alors rejeté sur le dos et sa peau est violemment déchirée de son corps qui tremble encore.

L'horrible vérité (je l'ai vue de mes propres yeux) est que certains bébés phoques souffrent l'épouvantable agonie d'être écorchés vifs.

Vous n'avez pas à me croire sur parole; permettez-moi de vous rapporter ici une déclaration directe.

Parlant de la chasse de l'an passé, William Murphy, responsable des pêcheries canadiennes pour l'île Prince Edward, indique: "Les cas

d'écorchages de bébés phoques avant qu'ils ne perdent conscience ont été suffisamment courants pour alerter l'attention des services gouvernementaux..."

Depuis les années soixante, le IFAW joue un rôle de premier plan en attirant l'attention du monde entier sur cette chasse impitoyable, dont découlent les décisions nationales précisées dans la résolution.

La Communauté Economique Européenne (CEE) reste de loin de plus gros débouché des produits de cette chasse. Grâce à une interdiction au sein de la CEE, la chasse sans pitié deviendrait chasse sans profit!

Cet appel pour les phoques fait partie d'une campagne portant sur toute la CEE dont l'objectif est d'assurer que le rapport de Mme. Hanya Majj-Weggen deviendra juridiction.

Vos dons sont essentiels à la réussite de cette campagne; ils nous aideront également à envoyer une équipe de rapporteurs sur place lors de la prochaine chasse.

Voici pour vous la meilleure occasion d'aider à sauver les phoques. Vos dons, vos lettres, peuvent véritablement mettre fin à cette chasse, à tout jamais!

Sincères salutations,



J'aimerais vous aider dans votre campagne européenne et à envoyer une équipe sur les glaces au large du Canada.

Je joins _____ F

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Prière de transmettre vos dons à: International Fund for Animal Welfare, Banque Transatlantique, 17 Boulevard Haussmann, Paris, Cedex 08.

2FNA1



مكتبة الأمل

ajoute-t-il, si la majorité sociale-
liste de l'Assemblée nationale
avait voté son ministère, ou si
celui-ci s'était imposé à sa ma-
jorité.

M. Raymond Forni, député so-
cialiste du Territoire de Belfort,
président de la commission des
Lois de l'Assemblée nationale, ré-
sume : « Sur le plan de la logique,
le texte que nous avions voté
était plus conforme à l'esprit de
décentralisation et à la « respon-
sabilisation » des deux locaux que
ce que demande le Conseil consti-
tutionnel. » Mais il ajoute : « Je
reconnais tout à fait l'autorité du
Conseil, le Parlement doit s'y
soumettre, mais il ne faut pas
le faire en prenant acte sans nous
affronter au Conseil constitu-
tionnel. »

Et il conclut : « Par rapport à
la nature des textes déposés, par
laquelle nous nous sommes en-
tendus, l'Assemblée, il y a eu peu de
décisions défavorables du Conseil
constitutionnel. »

● **Le parti communiste**
« Cette prise de position du
Conseil constitutionnel constitue
une victoire pour le parti com-
muniste. »

● **M. Pierre Joxe, président du**
groupe socialiste à l'Assemblée
nationale : « Cette décision ne
résout en cause ni la loi sur le
statut de la commune nouvelle,
décentralisation, dont la promul-
gation ne devrait pas être
retardée. »

● **Le groupe U.D.F. de l'Assemblée**
nationale : « Nous nous félici-
tions qu'un nouveau Conseil
constitutionnel ait pleinement
joué son rôle et ait rappelé le
gouvernement et sa majorité à
l'application de la loi. Plus par-
ticulier de son article 72, qui
impose un contrôle de légalité
sur les actes des collectivités
locales. Le ministre de l'Intérieur
aura tout le soin de répondre
aux arguments sur lesquels le
contrôle administratif, sur lequel
a précédemment porté la censu-
re du Conseil constitutionnel. »

● **M. Jacques Toubon, député**
R.P.R. de Paris : « Cette appli-
cation ne concerne pas des ap-
plications techniques, mais un prin-
ciple fondamental, car il s'agit de la
protection des droits des citoyens
contre les actes des collectivités
locales qui seraient susceptibles

III. — Le service public face au public

Après avoir évoqué l'histoire de la télévision française et fait un bilan de la loi de 1974, Jean-Louis Missika et Dominique Wolton — qui doivent publier chez Gallimard *L'Avenir de la télévision* — ont cherché à expliquer pourquoi l'influence politique de la télévision était largement surestimée, notamment par la classe politique, et comment son rôle culturel était transformé par l'apparition d'une demande plus diversifiée et hétérogène de la part du public (*le Monde* des 26 et 27 février).

Le changement politique est intervenu en France à un moment où l'audiovisuel, comme dans d'autres pays, est à la veille de profondes transformations. Ce sont d'ailleurs au moins autant ces mutations structurelles que les soubresauts politiques qui expliquent l'instabilité et l'incertitude régnant actuellement à la télévision.

La première transformation est d'ordre *technologique*. Les technologies nouvelles, qu'il s'agisse du satellite, du câble, de la fibre optique, des vidéocassettes ou des vidéodisques, en introduisant une diversité des supports, des outils, indiquent que le temps est passé d'une conception unique de la diffusion des programmes audiovisuels. Or le monopole d'Etat a longtemps été justifié par la pénurie des infrastructures de diffusion et la limitation des supports de diffusion. Ces capacités nouvelles de diffusion favorisent une augmentation et une diversification de la production.

Une « ligne Maginot » de l'audiovisuel ?

La nouveauté vient de ce que toutes ces transformations se combinent et conduisent à une mutation profonde de la télévision. Et cela dans tous les pays. En France, où n'existe qu'une télévision de service public, elles sont l'objet de deux interprétations aussi légitimes l'une que l'autre, qui conduisent à deux conceptions de l'adaptation du service public.

solides. Il est, en revanche, difficile de croire qu'elles sont conciliables.

Dans la première solution, l'objectif est de réunifier le service public pour mener une politique intégrée de la création. Cela permet de jouer sur la spécialisation des chaînes en évitant doublons et gaspillages, de mieux satisfaire la diversité des demandes du public, de réaliser des économies d'échelle grâce aux synergies d'une organisation unique et nationale, aussi bien pour la production, la programmation que pour la commercialisation. La télévision comme reflet d'un grand projet culturel : « la télévision de la France ». Cette solution est finalement indissociable d'une nouvelle politique de communication. Le politique, le culturel, l'économique ne sont pas séparés, et il faut éviter de subordonner la production audiovisuelle aux critères économiques, pour opposer à la logique du marché une logique culturelle supérieure. Cette position est cohérente parce qu'elle se situe tout entière du côté de l'offre. Elle implique cependant de ne pas négliger et considérer que le public est en attente de quelque chose qu'il ignore, mais à quoi il aspire confusément.

Le développement des nouvelles technologies peut s'intégrer dans ce schéma, à l'exclusion toutefois des vidéodisques et des videocassettes qui se distribuent inévitablement sur un marché international. Le satellite peut remplir des missions éducatives et répondre aux besoins des minorités. Le développement du câble peut se faire dans le cadre d'un système centralisé à travers, par exemple, un réseau optique national, pour évincer tous les câbles privés, les câbles venus d'ailleurs. Car l'objectif est de résister à l'« impérialisme culturel étranger », qui sera porté par les nouvelles technologies. Cette conception du service public intégré répond également à cer-

taines aspirations syndicales, puisqu'elle permet la création d'un statut unique des salariés. Pourtant, il paraît peu réaliste de construire une nouvelle télévision en partant d'un statut des personnels, car la télévision est une entreprise de création. Il est de fait, cependant, que cet élément joue un rôle, surtout avec l'arrivée d'un gouvernement de gauche. Et cela même si un bon nombre de salariés de la télévision n'ont pas la nostalgie de l'O.R.T.F., pour la raison qu'ils ne l'ont pas connu, ou qu'il ne constitue pas forcément un souvenir inoubliable, ou que les salariés ont obtenu, dans l'ensemble, ce qu'ils étaient en droit d'attendre de la restructuration de ceux de l'O.R.T.F.

Cette thèse présente l'avantage de concevoir le service public de télévision comme une forteresse qui représentera une force de résistance quand les frontières du pays s'ouvriront. La principale critique qu'on peut lui adresser est qu'avec des bonnes intentions on peut construire une « ligne Maginot » de l'audiovisuel. L'offensive, cette fois, ne viendra pas seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur, les publics voulant de plus en plus d'images sans prendre comme critère distinctif l'origine publique ou privée de celles-ci. Car c'est bien sur le plaisir qu'il faut prendre en compte, et non l'émulation, et non sur son origine publique ou privée, française ou étrangère.

La seconde these, à laquelle nous sommes davantage favorables, part du principe que dans une société démocratique la communication doit être, dans la mesure du possible, indépendante du pouvoir politique. Concrètement, cela signifie que la télévision ne doit pas être support d'un projet culturel élaboré par un gouvernement. Quel qu'il soit. Les pouvoirs publics ont un rôle fondamental puisqu'ils établissent les règles du jeu et le contrôle, mais le jeu doit se passer ailleurs. Et la télévision doit cesser d'être considérée comme une courroie de transmission. Après tout, ce n'est pas parce que le gouvernement essaie de conduire la politique informatique qu'il décide du contenu des programmes mis sur ordinateurs. Une telle question peut-être encore, mais les choses vont vite dans l'univers de ce, et si la classe politique de l'ensemble comprend fondamentalement l'évolution technologique dans ces domaines, les événements risquent de la prendre de court. Ce sont les téléspéculateurs qui peuvent alors, comme on dit, « voter avec les pieds », c'est-à-dire s'équiper massivement en magnétoscopes, boudonner une partie de la programmation et se diriger vers d'autres programmes publics ou privés, et peut-être même, surtout privés si ceux-ci sont capables de répondre à la demande.

L'indépendance à l'égard du pouvoir suppose donc la création d'une institution intermédiaire entre l'Etat et la télévision, disposant de pouvoirs juridictionnels réels et pouvant jouer le rôle de recours. Cette institution doit être un pouvoir public, intégré à la télévision des lobbies politiques, sociaux ou culturels, qui, également, souhaiterait l'utiliser pour convaincre et séduire le public anonyme, tout naturellement considéré comme passif et sans capacité de jugement. Mais l'indépendance doit aussi être financière. Sans cela, elle n'est qu'une porte ouverte à la censure de la communication. Des sociétés publiques de télévision, de taille moyenne, échappant à la logique administrative et disposant d'une véritable capacité d'initiative économique, doivent pouvoir trouver leur équilibre financier. Dans l'audiovisuel, comme dans la presse, on ne peut pas dire qu'il y ait une indépendance financière. Le problème de l'audiovisuel est, en effet, que la communication devient un marché et un secteur d'activités essentiel et qu'il est préférable de l'organiser plutôt que de l'ignorer pour en être ensuite la victime. Les pouvoirs publics ne peuvent empêcher la croissance de ces activités, ils peuvent seulement en fixer les règles, aussi bien pour les nouvelles technologies que pour des conditions de création des groupes multi-médias. Dans le domaine du câble, l'Etat peut favoriser le développement de réseaux locaux qui antécédent à la fois une expression locale et une multiplication des programmes. D'une façon plus générale, le problème des nouvelles technologies doit devenir une question d'apparition de nouveaux contenus plutôt que de raisonnement en termes institutionnels, car c'est par le savoir-faire en matière de programmes qu'un pays pourra s'imposer.

En fait, la solution d'un service public ouvert se fonde sur un double constat. D'abord, la concurrence avec un secteur privé apparaît dans tous les cas de figure, et le service public doit être prêt à l'affronter dans des conditions telles qu'il ne soit pas marginalisé. Son atout principal, outre un capital non négligeable d'expérience, sera de pouvoir faire un grillo de programmation non directement lié à l'audience, et de pouvoir mettre à l'antenne, à des heures de grande écoute, des émissions de qualité disponibles *a priori* d'une façon régulière. C'est, du point de vue du service public, l'essence même de la tâche : publier l'ensemble de l'audience, sans y être assujéti. A condition naturellement de pouvoir faire simultanément des émissions de grande écoute.

Le second constat concerne la qualité du public. Il y a quelque chose de troublant dans les critiques qui s'expriment ici ou là à l'égard des taux d'écoute et des indices de satisfaction. En fait, il faut choisir. Ou bien le public ne sait pas ce qui est bon pour lui et l'on néglige les sondages des consommateurs, ou bien les sondages indiquent une qualité qui s'avère. Et l'on va, pour éviter la facilité, jusqu'à prévoir une spécialisation des chaînes qui est un moyen, mais artificiel, de maintenir une certaine diversité. Ou bien on suppose que les consommateurs ont des goûts et des spectateurs savent ce qu'ils veulent et l'on accepte le jeu de la demande avec ses ambiguïtés, en refusant une spécialisation des chaînes qui, en dépit de toutes les bonnes intentions, est une façon de faire qui ne profite qu'à une minorité du public.

La critique la plus sérieuse que l'on puisse faire à cette thèse est que le service public risque de perdre son âme à jouer avec une logique qui n'est pas la sienne. En revanche, cette thèse favorise l'adaptation d'une notion fondamentale, celle de service public, à un environnement social, culturel, économique, politique qui a changé. C'est peut-être la condition de son renouveau, ou de sa survie.

Telles sont les deux thèses en présence. Elles reposent sur deux conceptions du rôle de la télévision : le comportement du public. Evidemment, l'opposition est finalement plus culturelle que politique. Concernant la télévision privée, la première thèse y est hostile, la refusant le plus longtemps possible. La seconde y est pas peu prinelle opposée. Elle considère que la privatisation de la télévision et de la société. Et c'est pour y préparer le service public qu'elle préfère une conception diversifiée de celui-ci. Toute la tradition française porte vers la première solution, alors que la seconde semble correspondre aux traditions anglaises et américaines. L'avenir, Evidemment, nous le dira. Mais il est certain qu'un pari, mais quel serait justement, dans ce domaine, la marque du vrai champion.

FIN

EIN

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35. Droit de réponse.
Une émission de Michel Polac.
Les jeux et les joueurs.

21 h 50 Série : Dallas.
L'hypothèque.
Bobby découvre que J. R. a hypothéqué le ranch.

22 h 40 Magazine d'actualité : Sept sur sept.
Émission de J.-L. Burgat, B. Gilbert et F.J. Boulay.

23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

IMPOT-SERVICE
Aujourd'hui :
11 h
situation familiale.
Demain 10 h 45, salaires
et charges à déduire.
MINISTRE CHARGE DU BUDGET

20 h 35 La nuit des césars.
En direct de la salle Mécène.
Autour de J.-P. Aumont et de T. Le Layon : Orson Welles,
président de la soirée, A. Wajda, et Jack Lang, ministre de la
culture.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 30 Source de vie
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébrée en l'église Saint-Louis-d'Antin, Prédicateur :
M^r J.-M. Lussier.
12 h Télé-foot.
13 h Journal.
13 h 20 Mise en boîte.
14 h 10 Toute une vie dans un dimanche.
De P. Sabatier (et à 17 h 15).

Svetlana
QUAND TA LETTRE EST ARRIVÉE

15 h 25 Sports dimanche.

Retrouvez la musique
Toute
Une Vie
dan
un Dimanche
de Patrick SABATIER.
Wega NOUVEAU DISQUE FLARENASCH

19 h **Magazine : Fleurs feu.**
De J. Aruz et C. Garcia.
- Sherlock Holmes v. adapté par G. Dumas, mise en scène M. Fagotin ; - Gervoy-Chambertin v. mise en scène de P. Fournier ; - Beron, baronnes v. de J.-J. Varonjian, mise en scène de J. Berry.

19 h 30 **Les animaux du monde.**
20 h **Journal.**

20 h 36 **Cinéma : A Dieu poulet v.**
Film américain de John Ford (1957), avec L. Venturini, P. Demare, V. Lacombe, J. Guionnet, F. Brion, C. Rich (rediffusion).

22 h 10 **Sports-dimanche soir.**
22 h 30 **Bible ouverte.**
22 h 45 **Réjouir.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 45 Impôts-service.
11 h 15 Dimanche Martin.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Incrovable, mais vrai : 14 h 25, Série : Magnum ; 15 h 20, L'école des fous ; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Thé dansant.
17 h 5 Série : Sam et Sally.
18 h La course autour du monde.

**Pêcheurs !
MITCHELL**
présente ses nouveautés
ce soir sur A 2 à 18 h 45 mn

19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Gérard Lenormand.
Réal. : G. Barcier.
21 h 40 Magazine : Remue méninges.
De G. Lauzun et C. Ozembberger.
Un nouveau magazine : Une histoire fantastique à Avoriaz.
Le mode d'hiver cuisine : Petit guide des restaurants et hôtels
en Savoie. L'érotisme au Père Lachaise, etc.
22 h 15 Documentaire : Nos ancêtres des Français.
L'union de la France et Val : P. Philippe.
23 h 15 : Mouge.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Émissions de l'ICEI destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque.

13 h 45 Dessin animé : Mister Magoo.

14 h La soupère à des oreilles.

(Hémisphère de l'Est et R. D. de l'Est)

DIVA
bande originale du film sur
disque et cassette *milan*

22 h 40 Histoires courtes.
Alexandre et Bernadette, tous deux seuls, entretiennent
correspondance passionnée. Se rencontreront-ils ?

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3
20 h. 30 On sort ce soir : l'Écartoué.
 Téléfilm d'après E. Del Bosquet. Adaptation : F. Esbore.
22 h. 30 Journal.

FRANCE-CULTURE
20 h Asile de nuit, de H. Pélissier ; Héros-jantes, de M. Riou.
21 h 55 Ad lib, avec M. de Breuille.
22 h 5 La farce de samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné à Montreux le 8 décembre 1991)
« Concerto pour deux violons et orchestre en si bémol majeur » ; de Vivaldi ; « Chaconne pour orchestre à cordes de Purcell » ; « Concerto pour trois violons et orchestre majeur » ; de J. S. Bach ; « Concerto pour hautbois d'orchestre en la mineur » ; de J. S. Bach ; « Clavier pour hautbois seul » ; de Sammartini ; « Intermezzo pour piano pour orchestre à cordes » ; de Schoek ; par l'orchestre « Festival stringe de Lucerne » ; solistes : G. Lersena, A. B. Suter, violons ; H. Holliger, hautbois ; direction : R. B. Bärtschi.

22 h 30 Le nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; de Botticini ; 23 heures-minuit : 15 h 30, Plante-infidèle ; 19 heures-minuit : 19 heures de machines.

16 h 15 Cinéma 16 : « Tom et Julie ».
Un idyllique de N. Compaanec. Avec : F. Bérès, E. P. Perrin, F. Huston, etc. (rediffusion).
17 h Un comédien fit un auteur.
Pierre Clementi et Yves Van Sappes.
17 h 45 Théâtre de toujours : « La Colonie De Marivault. Réal. R. Claysy.
Mise en scène : J. Romer. Avec : A. Kassatzer, J. A. Julien, etc.
18 h 30 Épisode à l'épreuve-midi.
Réalité R. Kautsky-guy.
19 h 40 Spectacle DOM-TOM.
Aïmea, espace ; Nicole Sarkis, championne de France Karaté,
20 h Série : Benny Hill.
20 h 30 La révolution romantique.
Scène de M. Brion, réal. J. Richter, n° 5 : Les femmes romantiques
temps, elles ont écrit la littérature, avec notamment G. Sand.
21 h 25 Courts métrages.
« Rail de M. O. Ott », de A. Assard de la nuit », de J.-L. Pointe, « La coupeur le ruse », de G. Grilloit, « Le point », de L. Harpeut.
22 h 10 Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : A la redécouverte D.W. Griffith.
Hill soula le monde : La Derrière Guerre d'Ann (1911), « The Little Girl », avec R. Hutton, les Aventures Billy (1911), avec E. Foster, la Battelle (1911), E. Sweet, Le Casier d'un avare (1911), avec E. Dilks, Desse de Supremacy Guilt (1912), H. Sweet, Les Complices (1912) avec M. Eckford, Une fête aux anges (1912) M. Eckford.

FRANCE-CULTURE

7 h 7 Le Fauteur couronné.
7 h 15 Histoires, magazine religieux : le Québec.
7 h 40 Chanteurs du son : Mécra scolaires en promenade.
8 h 15 Vol et l'écrit.
8 h 30 Protestsantisme.
9 h 10 Écrets Israël.
9 h 40 Divers aspects de la pensée contemporaine : L. Rieu.
10 h 15 Mécra dans la chapelle du couvent Saint-Dominique.
10 h 30 Regardez sur la musique : L'ensemble vocal de Pro Interprète Poulet.
11 h 15 5 Affères.
12 h 10 Le lyrique : Les comtes d'Hofmann, d'Offenbach.
Capitales de Toulouse.
12 h 40 Écrets : Malinval.
13 h 15 La Comte-Érasmienne présente : les Bons Rois de R. Obaldia.
13 h 40 5 Concerts : C. Herzog, soprano, D. Mégevand, harpe, J. et A. Aron, B. et M. Tawernier, percussion.
14 h 15 Conférence de cantines : Bénie soit-tu, notre St. Sainte Esprit, par Mgr Eliephane, archevêque de Montréal (St. Notre-Dame de Paris).
15 h 35 Rencontre avec... A. Deloya, R. Maréchal, J. Ben, L. Strumant et L. Rouzickier : Kibboutz, poésie vivante.
16 h 30 Ma main trépassée.
17 h 15 Le clavier de Paris.
18 h 15 Albatros : Poésie d'aujourd'hui.
19 h 40 Atelier de création radiophonique : Calligramme par D. Anz.
20 h 15 L'œuvre de création : Téléphonique, France.

[illegible]

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 28 FÉVRIER

- *M. Mitr Rosenne*, ambassadeur d'Israël en France, est invité à l'émission « Le grand jeu présentée par R.T.L.-Le Monde », à 18 h 15.
- *M. Bernard Siassi*, vice-président du C.F. est reçu au « Club de la presse », sur Europe 19 heures.

INFORMATIONS « SERVICES »

A TF 1

M. Carada quitte la direction de l'information M. Hébert est suspendu pour deux mois

M. Jean-Marie Carada, qui avait été nommé directeur de l'information de TF 1, le 23 décembre 1980, par M. Jean-Louis Guillaud, ancien président de la chaîne, a quitté ses fonctions, vendredi 26 février. Il se voit désormais confier, par la présidence de TF 1, une mission d'étude et de réflexion portant sur les télévisions étrangères et les technologies nouvelles applicables à TF 1. Son successeur, à la tête de la rédaction, est M. Jean-Pierre Guérin, jusqu'alors rédacteur en chef du quotidien, qui assurera désormais les fonctions de rédacteur en chef de l'information. C'est à ce titre qu'il supervisera l'ensemble des journaux télévisés, ainsi que les magazines d'information, et dépendra directement du président de TF 1, M. Jacques Boutet. Dans un communiqué, M. Carada a tenu à préciser les conditions de son départ :

« Le refus du plan de réforme proposé à plusieurs reprises, la confusion créée par des circuits parallèles de décision conduisent à

une situation où ne sont plus réunies les conditions permettant d'assumer mes responsabilités, les choix de la qualité et donc la direction de l'information. » Remerciant d'autre part, les téléspectateurs ainsi que ses compagnons de travail, il conclut : « Pour ce deuxième départ en cinq ans, l'avenir de l'audiovisuel que mérite le pays est plein d'espoir. »

Le même jour, M. Jacques Hébert était convoqué par le président de la chaîne et se voyait infliger la sanction de deux mois de suspension avec retenue de la moitié de son salaire. Suspendu depuis le 14 janvier pour « faute déontologique grave » dans la réalisation d'un reportage sur l'élection législative partielle de Provins (le Monde du 16 janvier), il a déclaré ressentir cette sanction « comme une injustice » et attend les motifs de la notification écrite de la décision pour arrêter les suites éventuelles à donner à l'affaire.

TORÉADOR, PRENDS GARDE

(Suite de la première page.)

Elkabbach était venu avec son livre, celui de la femme Nicole Avril aussi, *Telvez-vous Elkabbach*, Elkabbach paria, malgré la vieille injonction de Georges Marchais, complice de l'ancien directeur de l'information d'Antenne 2 à l'occasion de quelques shows pittoresques, Noël Morère se tut, cet ancien collaborateur d'Elkabbach, dont le livre réunit, *Telvez-vous Elkabbach*, n'est pas très bon, nous dit Bernard Pivot en fin d'émission pour expliquer l'absence de l'auteur. Pivot, en outre, ne souhaitait pas que l'un et l'autre puissent venir lever leur langue en public. Des mauvaises langues assurent pourtant qu'Elkabbach se voyait mal sur le même plateau que Morère. Des pressions ? Faux, dit Pivot.

Les pressions, inexistantes bien sûr, firent l'objet d'une émouvante joute oratoire entre l'ancien directeur de l'information et son ancien patron (qui agissait un verre couleur whisky ou jus de pomme). Marcel Julien, auteur de son côté, de la *Télévision libre*. C'est fou ce que l'écran et sa liberté peuvent faire couler d'encre. Elkabbach paraissait sincère — sauf lorsqu'il tenta d'éviter de parler des diamants. Julien, qui se reconnaissait lui aussi quelques erreurs, estimait que la sincérité de son vie-à-vis était plutôt de l'innocence. Allait savoir... Apparemment, tous furent d'accord sur la belle formule lancée

par l'un des invités : « Il y eut la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il faut maintenant la séparation de l'Etat et de l'information. » Un accord tacite qui eût été planer un doute sur quelques autres propos généraux.

Philippe Labro était incroyablement content de lui : il connaissait par cœur son livre, *Des bateaux dans la nuit*, et il nous racontait la gloire du journalisme. Lui ne savait pas ce qu'étaient les pressions. Il s'agit bien Desgrouppes, son président à Antenne 2. Nous aussi d'ailleurs. M. Roland Dumesnil, qui était venu avec un livre plus austère, *Le Droit de l'information*, esquissait des sourires dans la bienveillance n'exclut pas, nous a-t-il semblé, une certaine ironie. Il intervint peu, arbitra, rappela quelques bons principes, quelques lois, quelques droits. Restait Maurice Godelin, co-auteur avec Yvonne Guillevin de *Sous le manteau du pignon*. On lui doit les remarques les plus fines de la soirée, les plus justes, sur la manière dont les journalistes torréent avec les pouvoirs, les pressions ou eux-mêmes. Expérience de presse ?

Les uns s'en vont pour y avoir pris garde, les autres pour n'y avoir pas pris garde. La corrélation n'est pas de trace dans l'histoire, rappellent les uns et les autres, mais l'information ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

LA 3 940° RADIOSCOPIE MILOSZ EN FINAL

Cela aurait pu continuer toujours, et néanmoins c'en est fini. La « Radioscopie » de Jacques Chancel aura vécu quatorze ans, de 1968 à 1982, deux fois sept années. Dates significatives ? Chiffres symboliques ?

En réalité, depuis plus de vingt mois qu'il entendait quitter son office, l'officier a gratifié ses fidèles d'un sacré bon, beau, final, en invitant à « son » micro, le vendredi 26 février, Czeslaw Milosz, poète couronné prix Nobel au moment où son pays espérait encore... Son pays : la Pologne. Milosz donc, poète polonais. Com-

ment prononcez-vous votre nom ? ne cessait de demander Jacques Chancel, comme pour ponctuer les chapitres d'un enlèvement, d'une « interview » (mot stupide) qui, parmi la collection des cassettes Radioscopie, figure comme un modèle du genre. Avec cette 3 940° « Radioscopie », l'auditeur a eu droit à une quintessence de la formule.

Le talent de Chancel, son « métier » pour écouter et comprendre certains de ses « façons » un peu agaçantes, tout ça était poussé au paroxysme. Tent mieux. Milosz comme avant lui, Borges, Sartre ou Cocteau, Milosz nous a donné envie de lire Milosz (1). D'écouter sa poésie (2). Il a parlé de sa « langue baroque », le polonais. Il a dit ses exils, et son esprit en voyage, sa supériorité sur les Américains avec lesquels il vit, cette chance d'être dans le pays d'un homme de l'Est. « *J'aime les Russes et je déteste la Russie* », a expliqué encore Milosz, écartant des cauchemars de guerre. La guerre qu'en Pologne, au seizième siècle, on baptisait « besoin, nécessité ». On ne transcrivait pas l'intégralité de la conversation telle qu'elle a roulé. Procurez-vous la cassette et regrettez avec Chancel qu'un René Char n'ait jamais accepté de venir à 17 heures, sur France-Inter, entre 1968 et 1982. Ce sera lundi prochain autre chose. Autrement ? Gageons que Chancel éconterait encore à sa façon. A la fin, les questions ne sont jamais indiscrettes.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) Czeslaw Milosz est à Paris le samedi 27 février, pour participer à la Rencontre organisée par le Centre français du Pen Club International et la Société des gens de lettres de France, à l'occasion de l'édition nouvelle de l'*Anthologie de la poésie polonaise* (1400-1980), de Constantin Jelinski (Editions l'Age d'homme), dont il a assumé la préface. Les ouvrages de Milosz qui ont été traduits en français sont publiés chez Gallimard.

(2) France-Culture proposera le vendredi 5 mars, à 20 heures, une lecture de poèmes de Milosz par divers comédiens.

PARIS EN VISITES

MARDI 2 MARS

- « L'Opéra de Paris », 13 b 15, marches, Mme Becheler.
- « Quartier Saint-Martin Beaumont », 14 b 30, 78, rue Saint-Martin, Mme Al-laz.
- « Couillasse du Printemps », 15 h, rez-de-chaussée nouveau magasin, boulevard Haussmann, Mme Hilot.
- « La mode et les poupées du dix-huitième siècle à nos jours », 15 h, 10, rue Pierre-le-Grec, Mme Legrégois.
- « Hôtel Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou, Mme Vermeux (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Collection Thyssen », 15 h 45, Petit Palais (Approche de l'art).
- « Ecole des beaux-arts », 15 h, 13, quai Malaquais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Ateliers du moule », 15 h, métro Faubourg-Chaligny (P.Y. Jassot).
- « La cathédrale russe », 15 h, 12, rue Dard (Paris et son histoire).
- « Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
- « Fort-Royal de Paris », 15 h, 123, boulevard de Port-Royal (Tourisme culturel).
- « Le Saint-Louis », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).
- « Collection Thyssen », 14 h 30, Petit Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

MARDI 2 MARS

- 16 h 30, Collège de France, salle 5, M. A. Abdesselam : « Ibn Khaldun et ses lecteurs ».
- 19 h 30, Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, docteur P. Charbonneau : « L'Université et l'ombre en médecine » (Université populaire de Paris).
- 20 h 30, 5, rue Laffitte, Mme L. Winkler : « Astrologie et Alchimie » (Nouvelle Acropole).
- 21 h 30, rue Jacob, M. A. Fontaine : « Un seul lit pour deux rêves ». « Histoire de la décente 1962-1981 » (La Taisserie, André Gautier).

TRANSPORTS HAUSSE DE 10 % DES TARIFS DES TAXIS À PARIS

Les courses des taxis parisiens sont majorées de 10 % à partir du 1^{er} mars, la prise en charge restant maintenue à 8 F, a-t-on appris le 26 février.

L'arrêté signé par le préfet de Paris et le préfet de police fixe ainsi les nouveaux tarifs kilométriques : dans Paris le jour (tarif A), 1,85 F ; en banlieue le jour et à Paris la nuit (tarif B), 2,85 F ; en banlieue la nuit (tarif C), 3,90 F.

Le prix de l'heure de l'attente est de 48 F.

En ce qui concerne les suppléments, le transport d'un colis encombrant coûtera 2,70 F, tandis que la prise en charge dans les gares est portée à 3,30 F.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 27 février 1982 :

DES DÉCRETS

- Prolongeant la durée d'application du décret modifié portant création d'une prime d'emploi et allègement des charges sociales et fiscales en faveur des entreprises industrielles dans les départements d'outre-mer.
- Modifiant les dispositions de l'article 24 du décret du 14 novembre 1966 portant coordination des régimes métropolitains des assurances sociales (régime des salariés) et de l'allocation aux vieux travailleurs et de l'allocation de retraite de prévoyance et de retraite des travailleurs salariés de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.
- Fixant le montant et les modalités de versement de la contribution complémentaire due par chaque régime de prestations familiales ou fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants.
- Supprimant le second alinéa de l'article D.70-1 du code de procédure pénale relatif aux établissements ou quartiers de sécurité renforcée.
- Portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Libéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.
- Portant publication des amendements des listes de substances figurant dans les annexes 1 et 2 de la convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immission des déchets, adoptés à Londres le 24 septembre 1980.
- Relatif à l'application de l'article 27 de l'ordonnance relative à la durée du travail et aux congés payés.
- Portant application de l'article L. 626 du code de la santé publique relatif à l'usage des substances vénéneuses.

FORMATION PERMANENTE

PERSONNEL DE L'HOTELLERIE. — Le Centre Alpes de l'Institut français de gestion organise, au printemps et à l'automne, des stages de formation et de perfectionnement pour les personnels de l'hôtellerie, de la restauration, des collectivités, d'une durée de six semaines.

★ Institut français de gestion, 7, rue de l'Industrie, 92320 Eybex.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue Laffitte
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-DOM-TOM
273 F 422 F 611 F 780 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1 241 F 1 628 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE
384 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre à chaque virement un mandat de paiement (deux semaines de plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27-02-82 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 28-02-82 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 27 février à 0 heure et le dimanche 28 février à 24 heures :

Lente progression vers l'Est de la perturbation peu active qui balaie sur l'air froid de nos régions du Nord-Est et de l'Est.

Néanmoins, au cours de la journée de dimanche, de l'air plus doux et humide envahit la moyenne partie de la France.

Dimanche matin, persistance de l'Alps au Morvan et aux Alpes du temps froid, brumeux avec des gélées un peu moins fortes, mais en cours de la journée, les nuages deviendront plus nombreux. On observera même de faibles chutes de pluie précédées de neige ou de verglas près de nos frontières de l'Est.

Ailleurs, le temps doux brumeux, très nuageux le matin sera accompagné de pluie de la Bretagne aux frontières du Nord, de brèves, plus au sud ; mais quelques éclaircies pourront se produire l'après-midi du sud de la Loire aux Pyrénées.

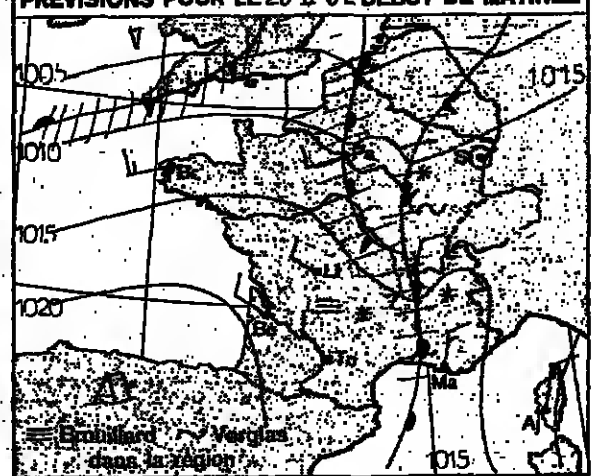
Les vents d'ouest seront modérés près de la Manche, tandis que les températures s'élèveront sur la moitié est du pays.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris, le 27 février 1982 à 7 heures : 1012,8 millibars, soit 759,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée 26 février ; le second, le minimum de la nuit du 26 au 27 février) : Ajaccio, 11 et - 2 degrés ; Biarritz, 12 et 12 ; Bordeaux, 9 et 8 ; Bourges, 7 et - 2 ; Brest, 12 et 8 ; Caen, 8 et 7 ; Cherbourg, 8 et 7 ; Clermont-Ferrand, 6 et - 2 ; Dijon, 3 et - 6 ; Grenoble, 5 et - 6 ; Lille, 3 et 0 ; Lyon, 3 et - 5 ; Marseille-Mariniguan, 8 et - 2 ; Nancy, 2 et - 9 ; Nantes, 9 et 8 ; Nice, 11 et 3 ; Paris-Le Bourget, 5 et 3 ; Pau, 10 et 10 ; Perpignan, 12 et 9 ; Rennes, 9 et 6 ; Strasbourg, 0 et - 13 ; Tours, 8 et 6 ; Toulouse, 10 et 8 ; Poitiers-Pitre, 21 et 21.

Températures relevées à l'étranger :

PRÉVISIONS POUR LE 28 FÉVRIER, À 0 HEURE (G.M.T.)



PRÉVISIONS POUR LE 28 FÉVRIER, À 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le samedi 27 février à 0 heure et le dimanche 28 février à 24 heures :

Lente progression vers l'Est de la perturbation peu active qui balaie sur l'air froid de nos régions du Nord-Est et de l'Est.

Néanmoins, au cours de la journée de dimanche, de l'air plus doux et humide envahit la moyenne partie de la France.

Dimanche matin, persistance de l'Alps au Morvan et aux Alpes du temps froid, brumeux avec des gélées un peu moins fortes, mais en cours de la journée, les nuages deviendront plus nombreux. On observera même de faibles chutes de pluie précédées de neige ou de verglas près de nos frontières de l'Est.

Ailleurs, le temps doux brumeux, très nuageux le matin sera accompagné de pluie de la Bretagne aux frontières du Nord, de brèves, plus au sud ; mais quelques éclaircies pourront se produire l'après-midi du sud de la Loire aux Pyrénées.

Les vents d'ouest seront modérés près de la Manche, tandis que les températures s'élèveront sur la moitié est du pays.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris, le 27 février 1982 à 7 heures : 1012,8 millibars, soit 759,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée 26 février ; le second, le minimum de la nuit du 26 au 27 février) : Ajaccio, 11 et - 2 degrés ; Biarritz, 12 et 12 ; Bordeaux, 9 et 8 ; Bourges, 7 et - 2 ; Brest, 12 et 8 ; Caen, 8 et 7 ; Cherbourg, 8 et 7 ; Clermont-Ferrand, 6 et - 2 ; Dijon, 3 et - 6 ; Grenoble, 5 et - 6 ; Lille, 3 et 0 ; Lyon, 3 et - 5 ; Marseille-Mariniguan, 8 et - 2 ; Nancy, 2 et - 9 ; Nantes, 9 et 8 ; Nice, 11 et 3 ; Paris-Le Bourget, 5 et 3 ; Pau, 10 et 10 ; Perpignan, 12 et 9 ; Rennes, 9 et 6 ; Strasbourg, 0 et - 13 ; Tours, 8 et 6 ; Toulouse, 10 et 8 ; Poitiers-Pitre, 21 et 21.

Températures relevées à l'étranger :

Alger, 14 et 7 degrés ; Amsterdam, 5 et 1 ; Athènes, 17 et 7 ; Berlin, - 1 et - 3 ; Bonn, 6 et - 5 ; Bruxelles, 4 et 1 ; Le Caire, 25 et 10 ; Les Canaries, 21 et 16 ; Copacabana, - 4 et - 6 ; Dakar, 21 et 16 ; Gênes, 2 et - 7 ; Jérusalem, 19 et 6 ; Lisbonne, 17 et 12 ; Londres, 7 et 3 ; Luxembourg, 1 et - 5 ; Madrid, 16 et 6 ; Moscou, - 2 et - 15 ; Nairobi, 31 et 19 ; New-York, - 8 et - 8 ; Palma-de-Majorque, 14 et 5 ; Rome, 13 et 6 ; Stockholm, - 3 et - 3.

[Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.]

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3135

HORIZONTALEMENT

I. Font, dans l'administration, partie des affaires courantes. Consommé. — II. Un des éléments principaux d'un ouvrage de style « roman ». Conservateur au palais britannique. Ou l'embrasse du regard à l'île d'Yeu. — III. Lentille d'un complexe de prises de vues. Personnel. Berceau pour jumelles germaniques. L'argument familial du narrateur. — IV. Eclair sa foca. Rendez-vous de pêche à portée de Cannes. Presque une rue ou peut-être le précurseur d'un grand cours. — V. Permettent de dîner un os à ronger au coboy. Somme que l'on destine à une réparation superficielle. — VI. Arraché sans pitié à une gorge et mis sans regret sous la dent. Répétition au théâtre. Li-vrer un signe à l'assaut des phan-langes. — VII. Divinité. Bien nourri, il peut faire passer le goût du pain. Attraction céleste. Théâtre d'opéra-tions idéal pour frondeurs. — VIII. Progressera. Un tel personnage est condamné pour abus de confiance. Sur le glaive de Thémis ou dans le domaine de Théïs. — IX. Marcheur ayant souvent des problèmes de circulation. Roi d'Israël. Son oméga est un delta. — X. Nous permet d'apprécier les belles garnitures de chemises. Science du bien naître. — XI. Sujet obscur qui s'illustre d'une manière fort brillante. Possessif. — XII. Les bas-bleus, il les traite par-dessous la jambe. Une affaire de mœurs dans laquelle furent mêlés de vieux rhé-teurs grecs. — XIII. On tient à en avoir un sans pour autant vouloir le garder. Le pain viennois s'y débite plus que partout ailleurs. On le trouve sympathique malgré son titre. — XIV. Administration des colonies. L'opposé du colat. — XV. Grand vaisseau statique. Lettre grecque. Abandonnent souvent leur poste pour se dissiper sur la voie publique.

VERTICALEMENT

1. Un homme qui défend la vie des autres. Partout on le prend pour courir alors qu'il a couru pour le prendre. — 2. Personnage étendu d'une lecture faite à l'étude. Auteur inconnu d'un parpillage et d'un inconnu. — 3. Celui qui le tient à l'œil désire paradoxalement le voir disparaître. Généreux agent de tournées électorales. — 4. Possessif. Petite surface généralement tranquille ou bloc turbulent. — 5. Tout une côte ou un simple rocher. Facteur de division tant qu'il n'est pas tranché. Des gens pignés attendent quelque chose de son administration. — 6. Prendre un repas en compagnie.

Solution du problème n° 3134

Horizontalement

I. Dresseur. — II. Ri. Ton. Ue. — III. Emmacher. — IV. Paul. Ousi ! — V. Aissaco. — VI. N.L. Hers (voir ce mot). — VII. Olympe. As. — VIII. Ré. Immo. — IX. Nuit. Esab. — X. Is. Eon. N.S. — XI. Sens. Tété.

Verticalement

1. Drépanaria. — 2. Rimailleuse. — 3. Mus. — 4. Slagmilleuse. — 5. Son. P.M. — 6. Ennochement. — 7. Hués. Os. — 8. Rues. Ralant. — 9. Sortisseuse.

GUY BROUTY.

Voyagez au Canada grâce aux ondes courtes

en écoutant quotidiennement les émissions de

Radio Canada International vers l'Europe

Pour recevoir gratuitement l'horaire de nos émissions, écrivez-nous à : Radio Canada International (L.M.) C.P. 5000 Montréal, Canada H3C 3A8

Nom _____

Adresse _____

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue Laffitte
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-DOM-TOM
273 F 422 F 611 F 780 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1 241 F 1 628 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE
384 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre à chaque virement un mandat de paiement (deux semaines de plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Claude Jullien.

Imprimerie du Monde
S.A. 1, rue de l'Industrie
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437.

L.S.S.N. : 0395-2037.

مكتبة الشرق

De notre envoyé spécial

M. Roséti savait trouver des localités, et même leur louer des « services » comme la télévision. Il avait dix localités et pendant lui-même, sur de grands cahiers à épingles, sa comptabilité. M. Roséti se prenait pour un grand homme. « M. Roséti est un homme », explique une de ses bottes.

Pour satisfaire sa passion, ou son vice, notre homme ne craignait pas. Ainsi, avant d'être contracté dix années, d'environ 35 000 francs, dans dix établissements de soins, il avait acheté, pour son futur de sa carrière, M. Roséti n'e pas sans plus négligé telle ou telle somme, placée trop effrontément à sa portée. Après recevoir à la compagnie des médecins, il avait fait acheter un chauffeur des petits soins des pauvres, ancien serviteur dans des cafés, M. Roséti a laissé quelques souvenirs dans ses différentes places. Lui e toujours des livres, des journaux, des magazines, des revues, des polittes, des livres, toujours. Son Intelligence aussi, qui personne ne lui conteste.

Père et fils

Cet artiste en acroquerie — ignorant superbement le flic — avait d'ailleurs poussé le cochonnet assez loin. Inscrit à l'ANPE de Poitiers, M. Roselès touchait les ASSÉD à La Rochelle tout en travaillant comme conducteur-receveur d'autobus à Orléans. En 1978 et 1979, il réussissait même à ajouter à son chômage les allocations d'aide publique réservées aux nécessiteux. Soudain victime d'une cataclysme en 1980, M. Roselès était alors déclaré invalide à 80 % et pensionné. Belle histoire et belle acroquerie ou « social ».

L'astucieux M. Roséti a finalement été perdu par l'un de ses dix enfants, Serge, vingt-trois ans. Pilleur invétéré des stocks de son employeur, grossiste en électroménager, Serge en fit trop. Ainsi les gendarmes se sont-ils intéressés aux Roséti. Le fils d'abord, le père ensuite. A trois ans d'une retraite bien méritée, il y a presque là une injustice !

LAURENT GRELSAMER.

Le procès des agresseurs de M. Bakhtiar a repris en présence d'un seul accusé

Il est donc 16 heures lorsqu'on introduit trois des accusés dans le box. En tête, Nejad Tabrizi, ex-gardien de la révolution islamique, et, de loin, le plus exalté des membres du commanda. Aussitôt entré, il lance à pleins poumons : « Allah-ou akbar ! » (Dieu est le plus grand) et pestacille, s'empoigne, tant et si bien que son expulsion est ordonnée. Les gardes l'emmènent de la manière la moins douce.

Restent Mohammed Jenab, Razien lui aussi, et Fawzi el Salsari, le seul palestinien du groupe. Le premier déclaire refuser de comparaître si les quatre autres ne sont pas à ses côtés. Le président, M. Henri Boulard, s'étonne : « Alors, dans ce cas, pourquoi êtes-vous ici ? » — « On m'a affirmé, répond Jenab, que je devais venir : je suis venu. Mais, à présent, je veux m'en aller. » Comme il se met lui aussi à gesticuler et à élever le ton, le président ordonne son expulsion. Exit Jenab.

Comme la veille, Pawzi El Sartari, l'air absent, reste seul entre six gendarmes. A présent, la cour va pouvoir examiner, dans un calme qu'on n'osait plus espérer, le curriculum vitae de chacun des cinq hommes.

L'audience reprendra le lundi
1^{er} mars.
J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Riom, a condamné, le 26 février, à la réclusion criminelle à perpétuité un homme accusé d'avoir violé une jeune femme à deux reprises avant de la tuer, le 8 janvier 1980, à Clermont-Ferrand.

Didier Duseap, ouvrier pâtis-sier, âgé de vingt-deux ans, est resté sans réactions pendant son procès tout en se contentant d'af-

● **Réclusion à perpétuité pour un meurtrier violeur.** — La cour d'assises du Puy-de-Dôme, à

**L'université des Nations unies cherche l'appui
du gouvernement français**

sadeur d'Indonésie aux Etats-Unis, espérait naturellement que les contacts qu'il avait noués avec le nouveau gouvernement français. Ces contacts ont lieu. Le recteur de l'UNU souhaite qu'ils soient fructueux, qu'ils permettent à cet organisme d'acquiescer à l'UNESCO sous l'égide de Mme Sammler-Seltz (*le Monde* du 15 mars 1977). Il a déjà été mentionné que l'UNU est l'organisme de l'éducation nationale qui a organisé, le 30 février, une rencontre entre universitaires français et l'attaché-major de l'UNU au sein de l'Institut. (Le recteur et ses quatre vice-recteurs). A cette occasion, le nouveau directeur de la coopération universitaire internationale, M. Romain Gauguier, a reconnu que la contribution française pour 1982 était encore « bien modeste » mais a-t-il ajouté, « nous sommes à un moment où le gouvernement français s'efforce d'accroître sa participation à la coopération et au développement ».

Les responsables de l'Université des Nations unies ont apprécié l'accueil qu'ils ont reçu à Paris. Ils espèrent que les paroles seront suivies d'actes tant sur le plan financier que sur le plan

universités françaises ont déjà commencé à recevoir des étudiants L'UNU, à Bordeaux, Toulouse et Perpignan où l'on étudie l'implantation en Algérie de villages scolaires intégrés.

En choisissant d'organiser un colloque scientifique à Paris, le nouveau recteur de l'UNU, M. Soedjizmo — ancien ambassadeur algérien à Paris — a

● **Audiences reportées à Bernay (Eure).** — L'audience du tribunal correctionnel de Bernay, créée à la plainte pour diffamation et insultes déposée par le proviseur et le conseiller principal d'école de Bernay, a été reportée à l'encontre d'un professeur d'école et d'un enseignant (*Le Monde* du 26 février), a été reportée au mardi 30 mars, à la demande de l'accusé.

(1) L'ONU pour conserver son indépendance à l'égard des Etats, fonctions à partir des revenus d'un Fonds de dotation.

— M. et Mme Jean Chardonnet,
Et leur famille,
font part du rappel à Dieu de
Alain CHARDONNET,
décédé à Crêtet, le 22 février 1982, à
l'âge de vingt-huit ans, marié des
sacrements de l'Eglise.
Les obsèques auront lieu le mardi
2 mars 1982, à 10 h. 45, en l'église
paroissiale de Saint-Cloud (place
de Gantille).
« La Résidence »,
5, rue Henri-Begnault,
92210 Saint-Cloud.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. CHAPUIS
LEFEBVRE DE LADONCHAMPS.
chef d'escadron en retraite,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu à Paris, le 24 février 1982,
dans sa quatre-vingt-septième année.
Les offices religieux seront célébrés
le lundi 1^{er} mars 1982, à 9 h. 30, en
l'église Saint-André de l'Europe
(24 bis, rue de Léningrad, de Paris-9*),
et à 16 h. 30, à Tiercelet (Meurthe-et-Moselle).
De la part de toute la famille.
34, rue de Léningrad,
75008 Paris.
Tierscelet.
54190 Villersurt.

— M. et Mme François Gavoty,
M. André Nametalla,
Le baron et la baronne Guy de
Rothschild,
Le baron et la baronne de Szuylen
de Nyveelt de Haar,
ont la douleur de faire part du

Mlle Marie NAMETAILLA, leur sœur, belle-sœur et tante, survenue le mercredi 24 février 1982, en son domicile (33, avenue George-V, Paris-8).

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 1^{er} mars, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot (chapelle de la Sainte-Vierge, 25, avenue Marceau, Paris-16).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Parrières-en-Erie (Seine-et-Marne), dans la stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mmes Marcel Netter,
son épouse,
M. et Mme Raoul de Teyrac,
ses enfants,
Renand et Hélène de Teyrac,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Marcel NETTER,
survécu dans sa soixante-troisième
année, le 25 février 1982, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le mardi 2 mars 1982, à 10 h. 30,
en l'église Notre-Dame-des-Victoires
(place des Petits-Pères, Paris-2^e).
37, rue de Valois,

**La création d'un tribunal de l'exécution
des peines est « essentielle pour les libertés »
déclare M. Badinter**

M. Badinter, invité le 26 février par l'Association nationale des juges de l'application des peines, a justifié le projet de réforme pénale qui sera soumis au Parlement au printemps. Évoquant les informations sur la future réforme parues dans « le Monde », du 27 février, M. Badinter a déclaré qu'il ne les confirmait pas, mais que les décrets pas non plus. Il a rappelé qu'il s'agissait d'un « avant-projet qui fera l'objet d'une consultation et que le gouvernement n'arrêtera sa position définitive qu'ensuite. En réalité, il semble que seules des retouches mineures soient prévues à cet avant-projet.

Interrogé sur la possibilité qu'aient les criminels jugés par des juridictions d'essayer de prouver devant les tribunaux de la République de France qu'ils n'ont rien à déclarer qu'à son sens donner aux justiciers les mêmes garanties en matière criminelle que celles qui leur étaient données en matière civile était une innovation nécessaire. « Il y a quelque chose d'obscur, a-t-il ajouté à cet égard, lorsqu'on parle de la possibilité de faire un impérieux, il a droit à être jugé une première fois par un jury » constituée par le passage de la Peyre à la chambre d'accusation. Il a insisté sur le fait que les décisions prises après la condamnation du délinquant sont souvent aussi importantes que la première condamnation. Il a précisé qu'il était clair qu'il importait par conséquent de placer l'incrimination des peines non plus sous le contrôle du jury mais sous celui des magistrats du siège. « Cette juridiction de l'incrimination des peines, a-t-il dit, est essentielle

**L'hostilité de F.O.
et de la C.G.T.**

M. Badier a souligné que le droit de faire appel vaudrait pour l'accusé comme pour le parquet avec tous les risques de condamnations plus ou moins arbitraires. Cependant, «t-il ajouté, les dangers d'erreurs judiciaires, «qui empêche le juge de réintégrer et de réhabiliter les accusés présents dans les grandes affaires, se trouveront réduits très sensiblement, si on

Le garde des sceaux avait indiqué que les juges de l'application des peines les pouvoirs accrus que la réforme pénale leur accordera. Il est prévu qu'un tribunal de l'application des peines prendra désormais les décisions sur les libérations conditionnelles, les permissions de sortir et les autres mesures d'aménagement des peines. Cette juridiction sera composée d'un juge de l'application des peines, qui prendra ses décisions d'après les avis de deux autres magistrats.

M. Badinter a souligné que cette réforme était dans la ligne de la révolution du droit depuis la libération, exceptée la « parenthèse qui conduira inévitablement à des complications nouvelles dans les prisons et ramènera le personnel de surveillance à l'époque des porte-clefs ».

1. NAME OF VENDOR: AMERICAN AIR
 2. ADDRESS: 10000 W. 10TH AVE. DENVER CO. 80231
 3. PHONE: 333-1111
 4. DATE OF ORDER: 12/1/77
 5. QUANTITY: 1000
 6. UNIT PRICE: 1.00
 7. TOTAL PRICE: 1000.00
 8. TERMS: CASH
 9. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 10. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 11. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 12. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 13. DATE OF ORDER: 12/1/77
 14. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 15. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 16. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 17. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 18. DATE OF ORDER: 12/1/77
 19. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 20. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 21. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 22. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 23. DATE OF ORDER: 12/1/77
 24. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 25. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 26. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 27. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 28. DATE OF ORDER: 12/1/77
 29. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 30. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 31. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 32. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 33. DATE OF ORDER: 12/1/77
 34. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 35. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 36. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 37. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 38. DATE OF ORDER: 12/1/77
 39. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 40. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 41. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 42. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 43. DATE OF ORDER: 12/1/77
 44. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 45. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 46. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 47. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 48. DATE OF ORDER: 12/1/77
 49. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 50. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 51. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 52. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 53. DATE OF ORDER: 12/1/77
 54. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 55. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 56. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 57. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 58. DATE OF ORDER: 12/1/77
 59. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 60. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 61. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 62. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 63. DATE OF ORDER: 12/1/77
 64. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 65. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 66. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 67. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 68. DATE OF ORDER: 12/1/77
 69. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 70. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 71. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 72. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 73. DATE OF ORDER: 12/1/77
 74. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 75. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 76. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 77. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 78. DATE OF ORDER: 12/1/77
 79. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 80. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 81. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 82. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 83. DATE OF ORDER: 12/1/77
 84. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 85. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 86. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 87. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 88. DATE OF ORDER: 12/1/77
 89. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 90. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 91. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 92. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 93. DATE OF ORDER: 12/1/77
 94. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 95. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 96. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 97. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 98. DATE OF ORDER: 12/1/77
 99. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 100. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 101. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 102. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 103. DATE OF ORDER: 12/1/77
 104. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 105. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 106. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 107. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 108. DATE OF ORDER: 12/1/77
 109. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 110. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 111. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 112. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 113. DATE OF ORDER: 12/1/77
 114. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 115. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 116. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 117. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 118. DATE OF ORDER: 12/1/77
 119. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 120. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 121. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 122. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 123. DATE OF ORDER: 12/1/77
 124. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 125. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 126. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 127. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 128. DATE OF ORDER: 12/1/77
 129. DATE OF DELIVERY: 12/1/77
 130. DATE OF PAYMENT: 12/1/77
 131. DATE OF RECEIPT: 12/1/77
 132. DATE OF INVOICE: 12/1/77
 133. DATE OF ORDER:

**M. Chevènement demande
la constitution
d'un comité élargi**

« Il serait judicieux que le comité consultatif d'éthique médicale qui existe à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) devienne commun à l'ensemble des organismes de recherches français concernés, et comprenne également des magistrats, des représentants des principales familles spirituelles, ainsi que des usagers », souhaite M. Jean-Pierre Chastagnier.

Dans une lettre adressée M. Philippe Lazar, directeur général de l'INSERM, le ministre de la recherche et de la technologie demande que le président du comité d'éthique actuel, le professeur Jean Bernard, et M. Lazar lui fassent part de leurs réflexions et propositions à ce sujet avant le 15 avril, notamment dans la perspective des problèmes qui peuvent poser la naissance de bébé par fécondation in vitro.

● **Le pape à Fatima au mois de mai** — Jean-Paul II. confirmé le 26 février, à M. Pinheiro, premier ministre.

Portugal, qu'il se rendrait à Fatima, le 13 mai. Le premier ministre a été reçu par le pape, vendredi 12 mai. Au cours de la réception, le pape a annoncé à son hôte sa décision d'accepter l'invitation des évêques portugais et du président Ramoalho de se rendre au Portugal à l'occasion de l'anniversaire de la apparition de la Vierge à Fatima. Paul VI s'était déjà rendu en mai 1967 à Fatima, et le pèlerinage de Jean-Paul II coïnciderait avec le premier anniversaire de l'attente qu'il eut de la Vierge. Le pape a confié à plusieurs reprises qu'il croyait devoir l'intercession de la Vierge d'avoir survécu aux balles tirées par les agresseurs sur la place Saint-Pierre.

Les quartiers de sécurité renforcée, couramment désignés sous l'appellation de Q.H.S., sont finalement supprimés. Le 15 novembre 1975, l'Assemblée nationale publie au Journal officiel du 27 février abrogeant un article 107-1, introduit dans le code de procédure pénale par une loi de 23 mars 1975.

L'existence de ces Q.H.S. avaient été l'occasion de poignantes nombreuses portant sur leur nécessité et le régime carcéral qui leur appliquait. Cette commission officielle mise en place en juillet 1983 avait fait connaître, le 5 novembre dernier, que ces « prisons dans la prison » seraient supprimées (cf. « le Monde » du 7 novembre 1983). A l'époque, les syndicats de l'Administration pénitentiaire avaient exprimés dans telle expression.

● **Gilles Kolomb**, le militant présumé d'Action directe, âgé de vingt-cinq ans, arrêté le 24 février à Paris, avenue Henri-Martin, près d'un véhicule où plusieurs armes ont été retrouvées, sera jugé en saisière directe le 26 mars par la 23^e chambre correctionnelle de Paris. Vendredi 16 février, en effet, devant le tribunal correctionnel il a demandé un délai « suffisamment long » pour préparer sa défense. Il n'a pas déposé de demande de mise en liberté mais a réclamé le

• **Statut de prisonnier politique.** — Une opération de police a eu lieu, samedi 27 février, vers 6 heures du matin, dans des immeubles du quartier de l'Est, occupés par des « équistes ». Cette opération déclenchée à la demande du parquet, avait pour objet de persécuter les auteurs de l'arrestation d'un individu qui utilisait des chéquiers volés. L'opération n'a donné lieu à aucun incident. Il y a eu une interpellation.

• **Départion d'un navire panaméen.** — Le navire panaméen *Orient Treasury* a quitté le port de Suva, dimanche le canal de Suez et la Suède, apprend-on le 26 février à la Lloyd's de Londres. Le navire, qui devait quitter la veille dans le port américain d'Uruelua, avait une cargaison de minerai de chrome provenant des Philippines, n'a pas donné de ses nouvelles depuis son départ de Port-Saïd, le 8 février.

« Après la démocratie politique, la démocratie économique »

chasseur, il donne en avril 1977 sa démission de ce poste. Il entre alors dans le groupe B.S.N. Gervais. Devenu comme directeur du département Maconnage au sein de la branche emballage. Membre du comité directeur de l'organisation patronale Sntreprise et Progrès, M. Bilepain préside l'association Echange et Progrès, où il a remplacé M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances.]

Exigents ? Il faut l'être, certes, mais pas trop. répondent les syndicats, notamment la C.G.T., qui, représentant les thèmes qu'elle avait développés le 17 décembre dernier, lors d'une conférence de presse, avance discrètement le pion Thomson-Saunders.

A travers cette société nouvellement nationalisée, qui réalise une perte importante de son chiffre d'affaires dans l'électroménager, le syndicat espère sans doute limiter le « casse » pour les onze mille salariés de l'entreprise, qui ont déjà subi d'innombrables dégrèvements. Mais en l'absence de quilibri, et qui nequent de souffrir encore davantage dans cette zone sensible qu'est la Basse-Normandie.

S. M.

(1) Cette loi a repris, en les actualisant, les dispositions du décret paritaire du 9 juillet 1970 sur l'application du concept formationnel, qui prévoyait que les cadres et les employés (actuellement 1,1 % des salariés) au financement de cette loi, les entreprises de moins de dix salariés.

« Ces deux conditions n'étaient que partiellement réunies, c'est pourquoi, sans renoncer du tout à ce système, nous avons estimé — lors de la négociation de jeudi — qu'il valait mieux rester au système antérieur, lequel n'est qu'un « pis-aller » auquel les syndicats dans leur majorité « ne sont pas tellement favorables », a précisé le ministre.

Un comité d'usagers sera installé à l'échelon local dans les centres de distribution. Il donnera son avis en cas de litige. Enfin, E.D.F. entreprendra un gros effort d'information pour permettre aux particuliers d'adapter leur type d'abonnement à leur consommation et de limiter leurs dépenses d'électricité.

Ce coefficient de correction a été modifié pour les deux dernières années, afin de tenir compte de la harmonisation intervenue entre les différentes administrations concernées (Douanes, Banque de France). La nouvelle méthode de calcul s'applique dès maintenant aux résultats du commerce extérieur, des paiements et des paiements. Son introduction dans la comptabilité nationale sera effective au printemps 1983, à l'occasion des premières publications portant sur 1982.

Les douanes utilisent un coefficient de correction établi chaque année par la direction de la provision : 3,7 % en 1981, c'est-à-dire que ce pourcentage était déduit

Tokyo (Reuters). — Pour la première fois depuis un an, le déficit a enregistré en janvier un déficit commercial de 799 milliards de dollars (— 1,4 milliard en janvier 1981). En décembre, la balance avait été excédentaire de 2,1 milliards de dollars (2,1 milliards pour l'ensemble de 1981).

Les exportations, traditionnellement faibles en janvier, ont atteint 10,26 milliards et les importations 12,36 milliards de dollars. Toutefois, après correction des variations saisonnières, les échanges extérieurs se sont soldés par un excédent de 2,1 milliards de dollars (+ 1 milliard en décembre). Les dépenses courantes, éléments courants à elle, été déficitaire de 1,9 milliard de dollars (+ 1,1 milliard en décembre, — 2,7 milliards en janvier 1981).

Où le boycottage refait son apparition

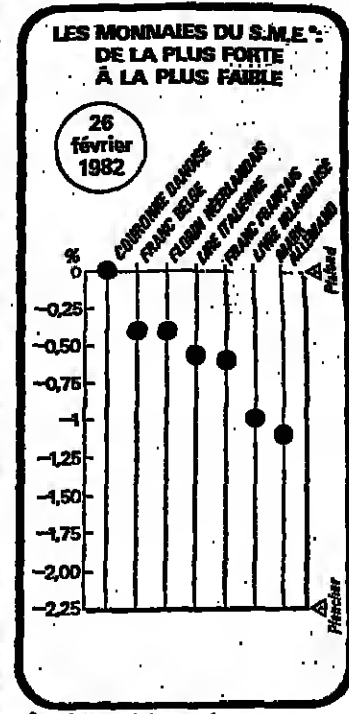
Le dollar en flèche - Dépréciation sensible du franc belge

Maison Blanche contre Fed : mi-temps ?

contre 650 milliards de francs), les taux un peu « tirés » par rapport aux décisions du Comité des Investisseurs Institutionnels (assurances et caisses de retraite) sont, à l'heure actuelle, moins bien pourvus en disponibilité. Ils ont augmenté au 15 mars la deuxième tranche, la plus grosse, de l'emprunt UNEDIC de 6 milliards de francs, à eux réservé. Au 15 avril, ils ont été augmentés, pour la semaine prochaine, un emprunt Paribas de 600 à 800 millions de francs destiné au taux moyen du marché sur le 15 mai. Les taux de 15,74 %, 15,74 %, et deux émissions, également à taux variable de La Réunion et de Barclay's.

En matière de taux, les rendements sur le marché secondaire sont restés stables ou en légère augmentation : 16,14 % contre 16,10 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 15,50 % contre 15,47 % pour les emprunts à moins de sept ans, 16,44 % (inchangé) pour les emprunts du secteur public et 17,84 % contre 17,42 % pour les emprunts de la Caisse d'émissions anciennes à taux variable sont toujours recherchés, mais la marche commence, très nettement, à s'inverser. Les taux de la Caisse fixe, dans la perspective éventuelle d'une baisse du taux à long terme, ouverte par les émissions occasionnelles de la Caisse, en fin de semaine, d'une diminution du taux nominal pour une prochaine émission du secteur public, qui, au week-end, une relance très nette des souscriptions pour, notamment, les emprunts Villes de France, 1990, 1991, 1992, et l'emprunt E.I.D.F. De toute façon, si le Trésor veut doubler les émissions en deux ans, et atteindre 150 milliards de francs en 1993 contre 150 milliards en 1992, il lui faut aller lentement et régulièrement sera indispensable pour stimuler la demande. En attendant, près de 27 milliards de francs auraient été réservés à la fin de l'année, mais ce qui constitue un départ rapide. Restera à soutenir la cadence...

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYEN DE CLOTURE DU 19 AU 26 FÉVRIER							
(Le 19e ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)							
PLACE	19 ^h v	S. E. H.	France Paris	France Lyon	France Mars	Étranger	LES Lignes
New-York.	1.828	—	16.408	32.910	42.108	2.293	39.277
	1.836	—	16.393	32.895	42.301	2.294	39.263
San-Francisco.	11.056	1.079	—	321.42	253.2	14.816	282.3
	1.433	1.890	31.119	—	254.44	14.968	231.7
Paris.	3.493	1.870	—	79.411	43.408	79.331	43.408
London.	4.336	2.308	33.777	125.34	—	5.462	51.064
	4.570	2.340	39.382	125.34	—	5.462	51.168
Bombay.	79.624	43.70	7.913	13.126	18.313	—	16.712
	74.522	44.250	6.084	17.002	—	—	15.302
Amsterdam.	4.759	2.617	43.055	238.12	169.76	5.370	2.391
	4.759	2.538	43.055	137.70	138.62	6.422	2.056
Calcutta.	2.333.07	1.288.50	1.710	67.51	539.62	29.282	497.14
	2.334.74	1.261	229.64	69.67	533.41	35.281	497.14
Tokyo.	430.94	236.56	28.721	183.83	98.5617	541.15	99.523
	430.94	236.56	28.721	183.83	98.5617	578.53	99.573

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 26 février, 2,568 F contre 2,581 F le vendredi 19 février.

Forte baisse de l'étain - Faiblesse du sucre

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, mars, 351 3/4 (361 1/2) c mai, 364 1/2 (374 1/2) ; maïs, mars, 256 3/4 (264 1/4) ; mai, 270 1/4 (276 1/4).

Indices. — Moody's 922.40 (1.619,30) ; Renter, 1.606 (1.609,50).

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 22 AU 26 FÉVRIER 1982

Accalmie

EN dépit d'une tentative de redressement amorcée à partir de mercredi, la cote n'a pu compenser, en totalité, l'effet négatif des séances de lundi et de mardi lorsque les cours ont successivement chuté de 1,3 %, puis de 2,4 % sous l'effet d'une série de prises de bénéfices. Par ailleurs, le marché a baissé de 1,8 % environ cette semaine, un résultat qui ne préoccupe personne sous les colonnes, où l'on met au avant la progression de 4 % constatée la semaine précédente, et surtout les quelque 22 % engrangés depuis le début de l'année, au moins si l'on en croit l'indicateur instantané.

Dès lundi, la Bourse de Paris est apparue beaucoup plus calme comparativement à la frénésie qui était emparée du palais Brongniart les jeudi et vendredi précédents, après la reprise des cotations des actions des sociétés nationalisées, ou plutôt à l'attente d'une série de prises de bénéfices.

Par ailleurs, le marché a baissé de 1,8 % environ cette semaine, un résultat qui ne préoccupe personne sous les colonnes, où l'on met au avant la progression de 4 % constatée la semaine précédente, et surtout les quelque 22 % engrangés depuis le début de l'année, au moins si l'on en croit l'indicateur instantané.

Tout est relatif, naturellement, et, c'est vrai que le volume des échanges enregistré au 10 des jours sur les D.T.I. marque un dégonflement, disons tout simplement qu'il ne représente plus que 30 à 40 % du volume total des transactions contre près de 70 % les jours précédents.

Le dégonflement, cependant, ne signifie pas que les transactions aient diminué de moitié, car le volume des échanges, en valeur, est resté à 300 millions de francs sur les seules valeurs françaises du marché à terme, soit près du triple du chiffre d'affaires réalisé en temps normal.

An dire des professionnels, le réajustement devrait se poursuivre progressivement dans les prochains jours et ils en veulent pour preuve le discret changement intervenu vendredi lorsque, pour la première fois depuis leur apparition à la cote, les D.T.I. ont légèrement fléchi sous l'effet de dégonflements opérés par un certain nombre d'institutionnels de la City.

Compte tenu des volumes échangés chaque jour, des restructurations de portefeuilles doivent nécessairement intervenir, affirme-t-on doctement autour de la corbeille, et le problème essentiel pour les vendeurs actuels de D.T.I. alors qu'ils sont assurés d'un rendement de 18 % sur ces titres « new-look », est de dénicher aussitôt la ou les actions françaises susceptibles de leur offrir une rentabilité comparable.

Le fait que le marché soit passablement « enracheté » rend toutefois de plus en plus délicat le choix des valeurs attirantes pour un investisseur qui en arrive à se demander combien de temps la cote va pouvoir continuer à progresser.

Tout en restant raisonnablement optimistes à cet égard, ne serait-ce que pour les sempiternelles raisons d'ordre purement mécanique (abondance des capitaux face à une quasi-stérilisation des placements jusqu'ici concurrentiels), le fait est que les familiers de la Bourse ont tendance à prendre leurs bénéfices dès que l'occasion s'en présente.

De leur côté, les spécialistes qui ne croient qu'aux vertus des graphiques scrutent fébrilement les prémices d'un éventuel « buying climax », selon la terminologie en vigueur outre-Manche, c'est-à-dire un brutal accès de fièvre à l'achat et un gonflement exagéré du volume des transactions, généralement précurseurs d'un coup de bas. Pour l'instant, toutefois, ce ne semble pas être le cas.

SERGE MARTI.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Déprimé

Incapable de se remettre de l'effet de choc que lui avaient récemment causé de très mauvaises nouvelles sur le marché de l'économie, Wall Street a titubé tout au long de la semaine ne parvenant à trouver péniblement son équilibre que grâce aux achats de soutien effectués par les grands investisseurs pour éviter une chute. Parallèlement, l'activité industrielle est restée à 34,3 %, non loin de son niveau du 10 février précédent.

La dette enregistrée sur le front des taux a influencé avec la forte contraction de la masse monétaire n'a même pas réussi à réveiller les opérateurs, pas plus que la ralentie.

	19 fév.	26 fév.
Alcoa	22 1/2	21 1/2
A.T.T.	56	54 3/4
Boeing	18 3/4	18 3/4
Chase Man. Bank	58	55 1/2
De Pont de Nemours	38 3/4	38 3/4
Eastman Kodak	69	67 1/2
Exxon	32 3/4	32 3/4
General Electric	61 3/4	61 3/4
General Motors	34 3/4	34 3/4
Goodyear	19 1/2	19 1/2
IBM	135 1/2	135 1/2
ITT	35 1/2	35 1/2
Johnson & Johnson	45 1/2	45 1/2
McDonald's	38 3/4	38 3/4
Union Carbide	41 3/4	41 3/4
U.S. Steel	23 1/2	23 1/2
Westinghouse	22 1/2	22 1/2
Xerox Corp.	35 1/2	35 1/2

TOKYO

An plus bas de l'année. Déprimé par l'état préoccupant de Wall Street, mais aussi par les difficultés grandissantes que le Japon rencontre avec ses partenaires commerciaux, le Kabuto-Chu a fait volte-face et baissé en moyenne de 3 % pour tomber à son plus bas niveau depuis le 29 octobre 1981. De nombreuses valeurs étrangères ont été touchées les valeurs d'entreprises exportatrices.

L'activité a été forte et 1965 millions de titres ont été échangés contre 1 100 millions.

Indices du 28 février : Nikkei Dow Jones, 7 440,48 (contre 7 133,31) ; indice général, 854,15 (contre 810,87).

	19 fév.	26 fév.
Alcatel	275	269
Canon	835	825
Fuji Bank	580	569
Honda Motor	785	775
Mitsubishi Electric	1 295	1 285
Mitsubishi Heavy	235	227
Sany Corp.	3 619	3 539
Toyota Motor	1 040	990

Le mouvement de baisse s'est accentué et les cours ont en moyenne fléchi de 2,7 %. Les perspectives économiques incertaines soulevées par le président des L.L.I. baromètre de l'économie, l'annonce per et Mrs Thatcher d'un budget rigoureux et l'affaiblissement de la livre ont pris le pas sur toute autre sorte de considération.

Le mouvement de baisse s'est accentué et les cours ont en moyenne fléchi de 2,7 %. Les perspectives économiques incertaines soulevées par le président des L.L.I. baromètre de l'économie, l'annonce per et Mrs Thatcher d'un budget rigoureux et l'affaiblissement de la livre ont pris le pas sur toute autre sorte de considération.

	19 fév.	26 fév.
Bowater	256	244
Brit. Petroleum	282	279
Charter	78	75
Courtauld	79	78
De Soto	5,35	5,35
Gen. Elec. Corp.	476	465
Ind. Chemical	238	235
Imperial	359	354
Warren	187	185
Warren	187	185

Le mouvement de baisse s'est accentué et les cours ont en moyenne fléchi de 2,7 %. Les perspectives économiques incertaines soulevées par le président des L.L.I. baromètre de l'économie, l'annonce per et Mrs Thatcher d'un budget rigoureux et l'affaiblissement de la livre ont pris le pas sur toute autre sorte de considération.

Le mouvement de baisse s'est accentué et les cours ont en moyenne fléchi de 2,7 %. Les perspectives économiques incertaines soulevées par le président des L.L.I. baromètre de l'économie, l'annonce per et Mrs Thatcher d'un budget rigoureux et l'affaiblissement de la livre ont pris le pas sur toute autre sorte de considération.

Le mouvement de baisse s'est accentué et les cours ont en moyenne fléchi de 2,7 %. Les perspectives économiques incertaines soulevées par le président des L.L.I. baromètre de l'économie, l'annonce per et Mrs Thatcher d'un budget rigoureux et l'affaiblissement de la livre ont pris le pas sur toute autre sorte de considération.

	19 fév.	26 fév.
A.E.G.	42,38	42,50
B.S.F.	130,50	129
Bayern	115,50	115,50
Commerzbank	137,50	138,50
Hoechst	118,10	118,50
Mannesmann	143,50	143,50
Siemens	217,50	218,50
Volkswagen	145	147,50

Valeurs à revenu fixe ou Bâtiment et travaux publics

indexées

26 fév. Diff.

11/2 % 1973 1762 + 42

1 % 1974 9 059 - 210

10 % 1975 85,95 - 0,15

10 % 1976 85,97 - 0,58

P.M.E. 11 % 1975 85,95 - 1,10

P.M.E. 11 % 1977 85,95 - 1,10

8,50 % 1977 85,95 - 0,30

10 % 1975 78,15 - 0,20

8,50 % 1975 78,15 - 0,20

0,45 % 1975 78,15 - 0,10

0,50 % 1975 78,15 - 0,57

9 % 1975 78,15 - 0,30

10 % 1975 78,15 - 0,40

10,50 % 1975 78,15 - 0,10

12 % 1980 85,95 - 6,19

C.M.E. 3 % 8735 + 87

Alimentation

Cédit annonce pour 1981 un

résultat consolidé de 64,82 millions

de francs (+ 5,5 %), une marge

brute de 204 millions (+ 13,6 %)

et un bénéfice net courant de

97 millions (+ 9 %). Le dividende

global est porté de 36 F à 40 F.

Pour le président, l'expansion

prévue a été réalisée mais ce dernier

pour le moment prudent pour

l'avenir, et, sur la base d'une

hausse des prix de 14 %, il prévoit

une augmentation de 16 % du

chiffre d'affaires consolidé.

Le groupe « Cera » veut prendre

le contrôle à 53 % de « Berillon »

dont il détient déjà 33 % des

actions. Pour ce faire il a pris

une option auprès des « Météorites

unies », autre actionnaire de « Berillon »

villain, en vue de lui racheter

au moins les 30 % manquants.

26 fév. Diff.

Béglin-Say 216 + 1

B.S.N. - G. Danone 439 - 34

Caretour 1 350 - 10

Cassio 1 435 + 19

Occidentale (Gie) 416 - 10

Martell 838 + 3

Moët-Hennessy 634 + 2

Moulin de la Ville 10,10

Nida-City 231 - 8

Pernod-Ricard 340 + 2,25

Rouge Perrier 116 - 10

Radax 962 + 2

St-Louis - Bouillon 187 - 10

C.S. Sempier 278,50 - 0,30

Vve Cluquet 1 819 + 10

Vialprix 784 - 32

Nestlé 12 390 + 408

Cette option devrait être levée

fin juillet.

Certe, c'est une interne à pour

but de créer un vaste ensemble

dans lequel l'élément « massachus

sachusetts » serait énorme. De fait,

« Berillon » a déjà pris la

majorité du blocage dans « Radax »

(qui contrôle « Paris-France » et

« Danbury »). L'objectif est, après

avoir élargi son contrôle, de

prendre le contrôle de « Radax », de

rassembler ce dernier groupe avec les

entreprises gravitant autour de

« Cera » : « Docks du Nord »,

« Miel », « Corso », « Eco », «

« Gros ». L'ensemble ferait un chiffre

d'affaires voisin de 20 milliards

de francs.

Banques, assurances,

sociétés d'investissement

26 fév. Diff.

Bail-Équipement 170 + 1,10

B.C.T. 82 - 5,49

Cetelco 199,50 - 3,20

Chareurs Réunis 236 + 9

Cetelco (Gie) 234,50 - 13,50

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

C.F.P. 331 + 10

Bâtiment et travaux publics

Le projet de fusion « Grands

Travaux de Marseille » avec

« Entreprise » (filiale de « Val-

lourde ») avancé. Sous réserve du

résultat de l'examen mené par

les commissaires, la partie

26 fév. Diff.

Auxiliaire d'Entrep. 825 - 2

Bouygues 225 - 3

S.C.R.E.C. 125 - 3

Ciment français 125 + 2,48

J. Lefebvre 225 + 3

G.T.M. 225 - 28

Général d'Entrep. 225 - 28

Lafarge 275,10 - 6,90

Maison Pierre 225 - 1

Poliet et Chausson 225 + 1,10

Echange sera de cinq actions

« Entreprise » pour deux actions

« G.T.M. ». Le nouveau groupe

prendra le nom de « G.T.M. -

Entreprise ». Sur la base des ré-

sultats de 1981, il aura un chiffre

d'affaires consolidé de 11,4 mil-

liards de francs.

Métallurgie, constructions

mécaniques

Mécaniquement à « Peugeot »,

« Automobiles Citroën » n'a pas

réussi à réajuster son résultat

financier de 1981 qui reste

encore un peu déficitaire en raison

des conditions économiques

défavorables des derniers mois de

26 fév. Diff.

Alpi 120 - 1,50

Av. Rissani - Rég. 645 - 1,50

Paves-Lille 134 - 5,20

Chien-Chien 125 - 0,28

Cremat-Les 3 - 5

De Dietrich 370 - 12

Secteur 370 - 12

Valéo 230,50 - 0

Fonderie (Gie) 83 - 5

Secteur 370 - 12

Métall. Normande 22,10 + 0,70

Penhoët 221 - 10,50

Secteur 370 - 12

Poclain 201 - 9

Pompy 186 - 3

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1

Sagun 914 - 1</

